

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 FÉVRIER 1913.

Proposition de loi apportant des modifications aux lois du 27 décembre 1817, du 17 décembre 1851 sur les successions et du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Cette proposition de loi se relie à celles que nous avons déposées le 16 janvier 1900 et le 7 décembre de la même année, comme à celle qui a été présentée le 8 janvier 1895 par M. Magnette, plusieurs de nos collègues et moi-même; mais elle en diffère par des côtés importants: comme celle-ci, elle élargit la réforme des droits de succession en transformant le droit de mutation en ligne directe en véritable droit de succession; elle complète et fortifie considérablement, particulièrement à l'égard des successions en ligne collatérale, les dispositions destinées à conjurer la fraude et à atteindre le patrimoine mobilier, et c'est là même ce qui nous a irrésistiblement amené à y introduire des dispositions nouvelles sur les droits d'enregistrement, dont l'idée est empruntée à la législation autrichienne; elle consacre enfin, mais en adoptant des taux plus modérés, le principe de progression de l'impôt introduit par M. Magnette dans la proposition de 1895. Dans toute son économie et sous tous ses aspects, elle est présentée comme une œuvre de justice, ou mieux de justice réparatrice; elle est aussi une œuvre de solidarité sociale par son action sur la répartition des fortunes.

I. — NÉCESSITÉ D'UNE JUSTICE RÉPARATRICE DANS NOTRE SYSTÈME D'IMPÔTS.

L'institution de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité prématurée, de l'assurance contre la vieillesse ou des pensions de retraite, plus encore, l'organisation du droit pour les vieillards à l'assistance, droit

contenu en germe dans l'allocation de 65 francs, tout impose des sacrifices considérables à l'État.

C'est là que la justice apparaît irrésistible : elle réclame d'abord une place plus grande pour l'impôt direct dans le système, c'est-à-dire pour celui qui tend à se proportionner au revenu et au patrimoine, alors que les impôts indirects en général sont sans proportion avec le revenu et le patrimoine, et même les impôts sur les consommations nécessaires et utiles tendent à une progression à rebours, dans la direction de la misère. La nécessité de demander des ressources nouvelles aux impôts directs se justifie par l'histoire et par leur destination même. Les droits de succession sont légitimement assimilés aux impôts directs par la science.

Si de 1885 à 1913, à vingt-huit ans d'intervalle, nous comparons les conditions de répartition de nos impôts au profit de l'État, nous constatons les résultats suivants calculés avec le plus grand soin.

	CHARGES FISCALES PAR HABITANT.		ACCROISSEMENT ABSOLU PAR HABITANT.
	1885	1913	
Impôts directs proprement dits fr.	8 32	9 81	1 49
Impôts directs plus les droits de succession	11 72	13 47	1 75
Droits de succession proprement dits	3 40	3 66	0 26
Impôts indirects, douanes et accises	10 85	20 43	9 58
Impôts sur les actes, enregistrement, greffe, etc., sans les droits de succession	5 43	7 63	2 20
Les mêmes avec les droits de succession	8 83	11 29	2 46
TOTAL PAR HABITANT fr.	28 00	41 53	13 53

Les rapports proportionnels de ces différents impôts sont les suivants :

	1885	1913	DIMINUTION DE	AUGMENTATION DE
Impôts directs proprement dits	29.7 %	23.6 %	6.1 %	»
Impôts directs et droits de succession	42	32.4	9.6	»
Droits de succession proprement dits	12.3	8.8	3.5	»
Impôts indirects, douanes et accises	39	49.2	»	10.2 %
Impôts sur les actes sans les droits de succession	19	18.4	0.6	»
Les mêmes avec ces droits	31.3	27.2	4.1	»
	100	100		

Pendant que les impôts de consommation ne sont pas loin de doubler, augmentant de fr. 9.58 par habitant, les impôts directs joints à ceux de succession n'augmentent que de fr. 1.75 : la proportion de ces impôts directs, qui était de plus des quatre dixièmes en 1885, tombe à environ le tiers en 1913, alors que les impôts indirects passent d'un peu moins des quatre

dizièmes à près de la moitié. De fr. 14.41 par tête en 1913, ils frappent de fr. 5.75 les consommations nécessaires ou utiles : bétail, viandes, pâtes, beurre, margarine, sucres, bières, fruits, vinaigre; de fr. 1.82 les consommations de luxe ou stériles : vins, tabac; de fr. 6.84 les nuisibles : eaux-de-vie, liquides alcooliques; ils retentissent presque tous plus ou moins profondément sur le budget de la famille ouvrière.

Il est aisé de calculer ce que serait la répartition des différentes classes d'impôts au profit de l'État par habitant, si les proportions de 1885 subsistent en 1913 :

	NOUS AURIONS PAR HABITANT	
	AU LIEU DE	LA SOMME DE
Impôts directs proprement dits	fr. 9 81	12 34
Impôts directs et droits de succession	13 47	17 44
Droits de succession proprement dits	3 66	5 11
Impôts indirects, douanes et accises	20 43	16 20
Impôts sur les actes, enregistrement, etc., sans les droits de succession	7 63	7 89
Les mêmes avec les droits de succession	11 29	13
	41 53	41 53

Si, en faisant abstraction de tout débat doctrinal, on voulait simplement rétablir entre les impôts directs (y compris les droits de succession), les impôts indirects de consommation et les impôts sur les actes, l'équilibre qui existait en 1885, il faudrait créer pour 30,999,000 francs d'impôts directs nouveaux. L'institution des assurances ouvrières sur la maladie, l'invalidité et la vieillesse, même avec une large participation de la solidarité sociale, ne dépassera peut-être pas cette contribution de l'État.

II. — LES DISPOSITIONS DE LA PROPOSITION SUR LES DROITS DE SUCCESSION.

Le choix des impôts directs n'est pas indifférent; la participation de l'État aux charges des assurances ouvrières doit présenter des caractères économiques et financiers rigoureusement définis. Il ne faut pas qu'il atteigne le coût de production des marchandises, à peine de placer l'industrie et l'agriculture nationales dans des conditions de lutte moins favorables sur le marché du monde, et de faire naître une opposition redoutable à cette impérieuse réforme; il ne faut pas qu'il affecte le salaire nécessaire chez l'ouvrier à peine de faire de la réforme une déception cruelle. Il est peu d'éléments de solution qui, à ces divers points de vue, s'offrent plus favorablement au législateur que les droits de succession révisés dans leur mode de perception, et étendus dans leur application. En présentant cette particularité si importante ici d'être supportés définitivement par ceux qu'ils atteignent sans qu'aucune répercussion ne soit possible, ils n'affectent ni l'industrie, ni le

travail, alors surtout qu'un *minimum* de part héréditaire échappe à l'impôt.

L'impôt général sur le revenu, l'impôt sur la rente foncière et la plus-value imméritée, *unearned increment*, seuls leur sont assimilables à ce point de vue; et c'est aussi pourquoi une réforme sociale féconde réclame leur intervention combinée, pour mieux répartir le fardeau total et n'exagérer aucun des facteurs de l'impôt.

La proposition répare d'abord une évidente iniquité en transformant le droit de mutation en ligne directe, en véritable droit de succession atteignant le patrimoine mobilier et immobilier; la loi du 17 décembre 1851 ne fut qu'une transaction. Le projet de Frère-Orban, ne distinguait pas : l'amendement de Spitaels limitant l'imposition en ligne directe aux immeubles et aux créances hypothécaires, sous déduction du passif hypothécaire, put seul alors vaincre des résistances obstinées. Ces résistances aveugles ont prévalu trop longtemps contre le droit. L'inégalité et l'injustice deviennent plus criantes encore à mesure que les valeurs mobilières prennent une place plus grande dans la fortune publique; le régime unilatéral de 1851 aboutit dans bien des cas à faire payer des droits par des héritiers qui, toutes dettes déduites, ne recueillent absolument rien. Les consciences droites ne peuvent plus s'arrêter aux objections de 1851 : « On nous répondra peut-être, dit l'auteur d'une remarquable étude, que si la totalité de la succession est imposée, le fils sera forcé de dévoiler dans sa déclaration toute la situation active et passive de son père et, que cela pourra être très dur. Mais, comme M. Frère le faisait remarquer dans la discussion de la loi de 1851, cette situation est très souvent déjà connue par des actes de partage. Et puis, quand même cela ne serait pas, il faut de toute force que l'inégalité consacrée par l'article 2 de la loi de 1851 disparaisse, dût-on pour cela recourir à des mesures déplaisantes pour certains contribuables ⁽¹⁾. »

Si l'on a consacré sans hésiter le principe d'égalité devant l'impôt, on s'est efforcé d'en alléger, par un esprit de justice aussi nécessaire, le fardeau, surtout pour les petits héritages. Le taux des droits a été réduit, le minimum de succession à exonérer d'impôt a été élevé, et la part héréditaire inférieure à 4,000 francs ne supporte que la moitié des droits.

On s'est appliqué à réduire les droits qui pèsent sur l'époux survivant. Une disposition générale relative à l'usufruit aura pour ce dernier des avantages considérables. Actuellement le droit perçu sur l'usufruit est invariablement fixé à la moitié du droit ordinaire. Pas de différence entre l'usufruitier qui, d'après les tables de mortalité, a vingt ans de vie probable et l'usufruitier qui n'en a qu'un. Cette anomalie est indéfendable, elle a été justement condamnée par M. Vandenbossche.

La proposition soumet aux mêmes règles l'usufruit et la rente viagère, en adoptant pour le premier les bases établies pour la seconde.

(¹) *L'impôt sur les successions en Angleterre, en France, en Belgique*, par G. Vandenbossche, 1900, p. 122.

A l'égard des successions en ligne collatérale, les taux des droits en vigueur suivant le degré de parenté n'ont été que légèrement modifiés : un allègement pour les frères et sœurs, une légère aggravation pour les degrés plus éloignés ou les non-parents. Ma conviction est que c'est dans la législation civile qu'il faut sans tarder opérer la réforme profonde, et faire disparaître tous les degrés d'hérédité *ab intestat* au delà du quatrième au moins, car ma raison réprouve toute institution légale d'héritier en ligne collatérale autre que testamentaire.

Après avoir consacré pour les petits héritages le principe de dégression en ligne directe, on a, pour les parts héréditaires plus élevées, adopté une taxation générale légèrement progressive.

La justification de l'impôt progressif, qui en matière de succession a reçu des applications beaucoup plus importantes en Angleterre, est la même que celle que j'ai donnée à l'égard de l'impôt général sur le revenu ; il faut tendre à l'égalité des sacrifices : ici aux motifs généraux, dans la vaste entreprise de l'assurance ouvrière, vient s'ajouter le devoir de solidarité sociale.

Ce qui caractérisera surtout la proposition, c'est l'ensemble des mesures destinées à combattre victorieusement la fraude, et par là même à réaliser à la fois la justice et l'intérêt du Trésor public.

La justice la plus rigoureuse commande d'opérer la revision des droits de succession en ligne collatérale. Le mode actuel de perception perpétue des abus et des injustices de répartition qui s'aggravent avec l'évolution économique elle-même. C'est qu'en effet la fortune mobilière, facile à dissimuler, échappe en une large mesure à l'impôt et, l'évolution économique de toutes les nations industrielles étant caractérisée par l'accroissement de la richesse mobilière à la fois absolu et relatif à la fortune immobilière, il est clair que l'importance des soustractions faites au Trésor public et la grandeur des injustices de répartition appellent de plus en plus énergiquement l'intervention du législateur.

L'arrêté du Gouvernement provisoire du 17 novembre 1830, abrogeant le serment imposé par la loi du 27 décembre 1817 et faisant remise de toutes les amendes encourues pour défaut de prestation de serment, marque la séparation de deux régimes distincts dans la perception des droits et permet d'en comparer les effets.

En 1848, dans son exposé des motifs du projet qui devint la loi du 17 décembre 1851, M. Frère ne craint pas de dire, en effet, que cet arrêté a « enlevé au Trésor la seule garantie efficace de la sincérité des déclarations en ce qui concerne le mobilier ». Le même document reproduit un état comparatif suggestif :

« En réunissant les valeurs déclarées dans tous les bureaux de chefs-lieux, l'on trouve pour 1829 (période antérieure à l'abrogation du serment)

les immeubles estimés à fr.	21,528,000
les meubles à	20,868,000

et pour 1840 (période postérieure à l'abrogation)

les immeubles estimés à. fr.	25,436,000
les meubles à.	14,130,000 ..

Il suffit de comparer ces chiffres pour se convaincre que l'écart creusé par la dissimulation ou par la sous-évaluation des meubles est considérable : en 1829, les valeurs mobilières représentaient 49 % du montant des valeurs déclarées; en 1840, elles représentent moins de 36 %.

La dissimulation des valeurs mobilières pouvait donc s'exprimer en 1840 par 75 % des valeurs mobilières effectivement déclarées. En supposant que le rapport réel des fortunes mobilières et immobilières fût encore le même qu'en 1829, au lieu de 14,130,000 francs, c'est 24,692,320 francs qu'on eût dû déclarer. La différence, part de la fraude, était de 10,542,320 francs.

En 1881, l'Administration, d'après d'autres méthodes, aboutit à des résultats plus graves encore peut-être.

La comparaison des successions soumises à l'inventaire avec celles qui se liquidèrent sans inventaires donna les résultats suivants :

	APRÈS INVENTAIRE.	SANS INVENTAIRE.	TOTAL.
NOMBRE DE DÉCLARATIONS	828	6,606	7,434
Immeubles en Belgique . . . fr.	21,230,740	96,532,810	117,763,550
» à l'étranger	470,500	1,044,140	1,514,640
Rentes et créances hypothécaires	4,756,100	12,458,76	17,214,860
Titres nominatifs	1,524,410	2,656,410	4,180,820
Titres au porteur	9,678,630	11,786,330	21,464,960
Autres valeurs mobilières	8,202,570	20,931,880	29,134,450
	<u>45,862,950</u>	<u>145,430,330</u>	<u>191,293,280</u>

Si l'on admet par hypothèse, avec l'Administration des Finances, que les valeurs susceptibles d'être dissimulées (les titres au porteur et les autres valeurs mobilières) aient le même rapport proportionnel aux valeurs immobilières et aux autres valeurs mobilières nominatives, dans les successions avec inventaires et les successions sans inventaires, on aboutit au résultat suivant :

Pour 27,981,750 francs de valeurs immobilières et créances hypothécaires, il y a dans les successions inventoriées 17,881,200 francs de valeurs mobilières dissimulables.

Pour 112,881,200 francs de valeurs immobilières, dans les successions non inventoriées, il y a 32,738,215 francs de valeurs mobilières déclarées; il devrait, à proportion égale, y en avoir pour 72,013,000 francs. La part de la dissimulation est de 39,275,000 francs. Tel est le résultat du calcul de l'Administration.

En 1881, si l'on se base sur les déclarations, l'ensemble de la fortune mobilière représenterait 37.5 % de l'ensemble, la fortune immobilière représenterait 62.5 %. Et si l'on redresse les erreurs d'après la méthode indiquée, on en revient, à peu de chose près, au rapport de 1829, 48.5 % pour les meubles et 51.5 % pour les immeubles; la fraude en 1881 représenterait 20.5 % du montant des valeurs *déclarées* effectivement.

Cependant, il est impossible que les valeurs mobilières ne prennent pas aujourd'hui une place plus considérable dans les déclarations successorales.

En 1839, Briavoinne, dans son livre sur l'*Industrie en Belgique*, volume II, pages 225 et suivantes, évalue de 350 à 375 millions le capital des sociétés par actions en Belgique, en y comprenant les banques, les institutions de crédit, d'assurance, à côté des sociétés industrielles.

En 1879, bien près du moment où les calculs qui précèdent étaient établis, la fortune mobilière en Belgique était portée par le *Moniteur des Intérêts matériels* à 4,987,942,300 francs, en y comprenant tous les fonds publics.

Il est aisé de surprendre l'injustice flagrante qui pèse sur toute la répartition du droit de succession.

J'établis par le calcul le produit moyen par habitant des droits de succession d'année en année, et je mets en rapport avec ce produit moyen l'évaluation approximative que la statistique, encore très incomplète d'ailleurs, nous donne de la fortune mobilière en Belgique, de la fortune représentée par des titres négociables, actions ou obligations ⁽¹⁾.

ANNÉES.	PRODUIT DES DROITS DE SUCCESSION PAR HABITANT.	FORTUNE MOBILIÈRE EN BELGIQUE EN MILLIONS DE FRANCS.
1870	Fr. 3 04	»
1880	3 72	4,987
1885	3 40	»
1890	3 32	»
1895	2 93	»
1896	3 16	6,121
1900	3 55	8,807
1905	3 05	9,811
1907	3 71	11,677
1910	3 48	12,570
1911	»	13,366
1912	3 38	»
1913	3 66	»

(1) J'emprunte les évaluations de la fortune mobilière à un rapport de M. le Professeur Nicolaï, à l'Institut international de statistique, tome XIX, 2^e livraison, p. 256 et suiv. Il précise ses données dans le *Moniteur des intérêts matériels*.

Des évaluations récentes portent en outre à 2 milliards 700 millions de francs le montant des capitaux belges placés à l'étranger. C'est ce qui nous dictera plus loin des mesures importantes pour assurer sur cette partie du patrimoine le recouvrement de l'impôt. A ne prendre que la fortune en Belgique, on voit qu'elle double et au delà en quinze ans, pendant que le produit des droits de succession par tête n'augmente que de quelques centimes.

III. — MESURES SPÉCIALES POUR ASSURER LA PERCEPTION DE L'IMPÔT.

Dons manuels. — Pour conjurer cette plaie sociale de la fraude, il faut recourir à un ensemble de mesures. Quand le contribuable sera assuré de ne payer que ce que les autres paient, un esprit nouveau se développera de lui-même : nous verrons la sincérité devenir la règle, la fraude l'exception.

L'une des mesures les plus importantes est empruntée à la législation autrichienne, que nous sommes même résolu à étendre. Voici le texte de l'ordonnance du 16 août 1899, article 12 : « Les donations qui n'ont pas été faites par la personne décédée plus de trois mois avant sa mort doivent, pour la liquidation des droits, être comprises dans la succession si elles n'ont pas supporté les droits de donation entre vifs. »

Le donataire aura le choix entre le droit d'enregistrement et le droit de succession. Quand les héritiers voudront expliquer la disparition d'une somme par un don manuel, ils seront obligés d'en payer le droit d'enregistrement, et, comme celui-ci sera le même que le droit de succession, la fraude deviendra sans intérêt.

Scellés et inventaire. — Les objections dirigées contre cette partie de la proposition que domine le remarquable discours de M. Nyssens en 1892, ont été examinées et discutées avec beaucoup de soin et de talent par M. G. Van den Bossche, dans une substantielle étude : *L'impôt sur les successions en Angleterre, en France et en Belgique*, étude de législation financière comparée (Louvain, 1900, page 110 et suivantes). Il combat successivement les objections tirées de l'inutilité de la mesure, des troubles qu'elle jette dans les familles, de l'insuffisance des garanties qui leur sont données.

M. Galopin, professeur à l'Université de Liège, cité par cet auteur, soutient que la mesure est inutile s'il y a conflit d'intérêts entre les divers héritiers ; illusoire s'il y a entente entre eux contre le fisc. M. Van den Bossche a justement remarqué que le même raisonnement pouvait se faire à l'égard de tout créancier de la succession. Mais la statistique vient renforcer l'argumentation théorique. En effet, il résulte des chiffres ci-dessus que, en 1884, les successions soumises à l'inventaire présentaient des valeurs susceptibles d'être dissimulées à concurrence de 40 % de l'ensemble des déclarations, alors que les successions non inventoriées n'en présentaient que 19.8 %. Dès lors, l'efficacité fiscale de l'inventaire est mathématiquement justifiée par

cette élévation du simple au double de la proportion des titres au porteur. Ce qui rend décisif l'argument statistique, c'est que les personnes incapables, protégées *en droit* par la loi, acquittent tout l'impôt, alors que les capables, protégées *en fait* contre la loi, n'en acquittent qu'une partie, quand elles l'acquittent.

La réponse péremptoire à l'accusation de troubler les familles est dans ces mots prononcés dès 1892 par M. Nyssens (*Annales parlementaires*, 7 décembre 1892, p. 209) : « Je n'ai proposé aucune mesure nouvelle qui fût si loin de nos mœurs. J'ai indiqué comme susceptibles d'être introduites ici, des mesures bien simples, peu dangereuses, que nous voyons pratiquées dans les successions où il y a des mineurs, des êtres faibles, objet de la protection du législateur. Les majeurs s'en trouveraient-ils donc si mal ? » On ne peut rien répondre de décisif. Est-ce que les douleurs intimes ne sont pas aussi respectables et ne peuvent être également respectées dans les deux cas ?

A l'égard des garanties contre l'indiscrétion et l'abus, M. Van den Bosche, d'accord avec M. Nyssens, veut confier exclusivement au juge de paix l'apposition des scellés.

La législation comparée nous fournit des exemples d'une procédure fiscale identique à celle qui est proposée. Telle la législation du canton de Vaud, et il n'y a nulle apparence que le repos des familles y soit troublé. Nous limitons au surplus l'application de cette disposition aux successions en ligne collatérale.

Obligations des dépositaires. — Le rapport de M. Doumer sur le régime fiscal des successions (10 novembre 1894) renferme une disposition analogue avec ce commentaire : « cette disposition, empruntée au projet de MM. Burdeau et Poincaré, a été insérée dans tous les projets de loi sur les droits de mutation présentés par le Gouvernement depuis 1888 ». Son efficacité est justifiée par l'exemple de l'Angleterre.

Faut-il rétablir le serment ? — Dans les développements de notre proposition de 1900, nous nous prononçons pour l'affirmative dans les termes suivants : « On n'a pas assez remarqué que, bien que l'abolition du serment, en 1830, ait été réclamé par l'opinion, les hommes d'État ne tardèrent pas à le regretter. Dès le 8 décembre 1843, M. Osy n'hésitait pas à dire : « Aujourd'hui qu'une partie des fortunes est composée de fonds publics au porteur, ceux-ci ne figurent presque jamais dans les inventaires et ne paient pas de droits de succession; il faut cependant trouver un moyen de les atteindre, et je n'en connais pas d'autre que le serment, qu'on a, d'après moi, aboli beaucoup trop légèrement au commencement de la Révolution. »

Le serment est un appel solennel à la conscience; loin de l'abaisser, il l'élève; il est impossible de méconnaître cette portée morale du serment.

L'une des causes, la plus vive d'après des hommes d'État célèbres de 1854, de l'irritation contre l'obligation du serment, c'est qu'il n'était pas *décisive*. Après avoir fait appel à la conscience, on retournait contre son

témoignage les armes outrageantes de la fiscalité. Tel ne peut être et tel n'est pas le caractère que le serment doit avoir. Il faut que le serment soit décisive, et la conscience, à laquelle on fait appel, souveraine.

On a adopté ici le texte du projet de 1848. On pouvait, sans atteindre l'essence de la proposition, y substituer la disposition proposée par Frère-Orban en 1851 : « Le serment pourra être déféré aux parties déclarantes dans les termes suivants : qu'elles croient en sincérité de conscience que tous les biens de la succession, autres que les immeubles et les créances spécifiés, ont été compris dans leur déclaration ; qu'elles n'ont déclaré aucune dette qui, à ce titre, ne soit à la charge de la succession, et qu'elles ont porté à leur véritable valeur les possessions en pays étrangers et les biens meubles dont l'évaluation, laissée aux parties déclarantes, est inattaquable par la voie de l'expertise. » Pour la prestation, Frère proposait les formalités suivantes : « A cet effet, les parties sont sommées de se présenter, dans un délai qui sera de vingt jours au moins, devant le tribunal de première instance de leur domicile. Le serment sera décisive : la rectification qui serait ultérieurement apportée à la déclaration, relativement aux objets compris dans la formule du serment, ne donnera lieu à aucune poursuite. A défaut d'avoir prêté serment dans le délai fixé, chacune des parties déclarantes sera passible d'une amende de 50 francs pour chaque semaine de retard. »

Il ne faut pas oublier que si le rétablissement du serment dans ces termes a été rejeté en 1851, ce fut seulement par 59 voix contre 39.

Il faut savoir examiner de sang-froid cette question du serment. Quand on dit que c'est un impôt sur la conscience, on va au delà de ce qu'il faut établir. En effet, le serment ne fera que déterminer à des déclarations exactes une partie de ceux qui font encore des déclarations mensongères mais, dès à présent, ceux qui considèrent que frauder l'État est un acte immoral et injuste n'attendent pas l'obligation du serment et font des déclarations exactes. Il suit de là que l'argument contre le serment atteint la déclaration même : pour être logique, il faut détruire toute l'économie des lois du 27 décembre 1817 et du 22 décembre 1851, qui reposent sur la déclaration obligatoire ; car elles font payer l'impôt sur la conscience à tous les déclarants sincères. Déjà sous la loi actuelle, suivant un mot de Verhaegen, la probité est chargée et la mauvaise foi déchargée.

Quel peut être l'effet du serment décisive ? De réduire la charge relative que les honnêtes gens supportent *déjà* injustement. Nous avons la mesure approximative de ce fardeau. Pour l'établir, il suffit de comparer les résultats financiers de la perception de l'impôt avant 1830 et immédiatement après. Le seul élément différentiel c'était l'abrogation du serment. On a vu plus haut que si les proportions des meubles étaient restées en 1840 les mêmes qu'en 1829, il eût fallu majorer de 10,000,000 de francs les déclarations, ce qui représentait 25 % des déclarations effectives et donnait la mesure de l'efficacité du serment.

Le serment, dès lors, restreint le champ de la fraude, élargit les garanties de la justice et diminue le sacrifice de la bonne foi.

Les contribuables seraient comme divisés en trois groupes : ceux qui ne font ni fausse déclaration ni faux serment; ceux qui font plus facilement une fausse déclaration qu'un faux serment; ceux qui font l'un et l'autre. Les progrès des mœurs et de l'opinion réduiront le nombre de ceux-ci. La loi qui détermine le premier groupe à se livrer aux atteintes du fisc ne peut assurer l'impunité ou la quiétude lucrative de la conscience aux deux autres groupes.

Ce n'est pas faire appel légèrement à un mode de preuve comme le serment qu'y faire appel pour empêcher l'injustice et empêcher le maintien de la propagation de la fraude. Loin que le serment introduise, comme le pensait Dedecker, une plus grande inégalité fiscale, il est clair qu'il diminue l'inégalité actuelle de toutes les conquêtes qu'il fait sur les consciences; et s'il est vrai de dire, avec le Gouvernement provisoire qui l'a aboli en 1830, que le serment place les citoyens entre leur intérêt et leur conscience, il est certain aussi qu'il fait triompher un grand nombre de consciences sur l'intérêt. La balance est favorable à la justice et à la morale, et l'argument le plus décisif est, ici encore, tiré de l'histoire financière comparée. Dans les impôts sur le revenu et la fortune, c'est une loi de l'histoire que la taxation d'après des indices, des présomptions, fait place à la taxation d'après la déclaration du contribuable, et qu'à la déclaration facultative succède la déclaration obligatoire.

Outre l'exemple de l'*income tax*, l'*Einkommensteuer* en Prusse et en Saxe, après les réformes législatives et financières de 1891 et de 1894, a fourni le témoignage éclatant de l'efficacité d'un appel plus direct à la conscience. »

Ces arguments conservent encore la même force à mes yeux; et cependant je rejette dans cette proposition non seulement le serment, mais toute formule particulièrement solennelle d'affirmation, toute disposition comminatoire, pour faire exclusivement appel aux modes de preuve et de contrôle purement extérieurs objectifs, et laisser la conscience individuelle à ses manifestations normales et à son travail intérieur d'épuration. Je crois que la législation comparée nous fournit assez de moyens efficaces d'atteindre la vérité, pour ne pas avoir à multiplier les conflits intérieurs de l'intérêt et du devoir, et que par là même le progrès moral s'accomplisse mieux.

Valeurs existant à l'étranger. — On a vu plus haut que le montant des capitaux belges existant à l'étranger a pu être porté à 2,700 millions de francs. Des successions ouvertes en Belgique, régies par la loi belge peuvent comprendre en comprennent sans doute de plus en plus des fonds publics, actions, obligations, parts d'intérêt, créances déposés ou existant à l'étranger. Des mesures sont indispensables pour assurer la perception des droits sur ces valeurs mobilières.

Des dispositions empruntées à des projets français modifient la loi civile, et subordonnent la transmission des valeurs de cet ordre à l'envoi en possession. Cette mesure conjurera les effets défavorables pour le fisc de l'exode des capitaux belges.

On en retrouve la justification et à peu près littéralement le texte dans le projet déposé en France par M. le Ministre des Finances le 12 mars 1908. C'est en définitive l'introduction en France et en Belgique d'un principe consacré en Angleterre et qui rend si facile la perception des droits de succession dans ce pays ⁽¹⁾.

Tel est l'ensemble des dispositions destinées à assurer à l'impôt sur les successions un degré de justice supérieur, un degré de justice nécessaire pour mettre un terme à de révoltantes inégalités, et à des fraudes qui sont comme une offense permanente à la conscience publique. Bien que préoccupé de créer des ressources nouvelles, on verra que nous ne nous sommes engagé dans la réforme qu'avec circonspection et avec une extrême modération.

H. DENIS.

(1) Voyez le volume de Vandebossche, p. 8 et suiv., et le rapport de M. Javal sur une proposition de taxe sur l'enrichissement. (Chambre des Députés, session de 1912, n° 2146.)

Proposition⁷de loi apportant des modifications aux lois du 27 décembre 1817, du 17 décembre 1851 sur les successions et du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement.

I. — Enregistrement.

ARTICLE PREMIER.

Les dons manuels sont soumis aux mêmes droits que les donations authentiques; ces droits seront perçus sur une déclaration écrite sur papier libre remise par les donataires.

ART. 2.

Les droits sur les donations sont fixés au même taux pour les meubles et pour les immeubles. Les distinctions établies par la loi sur le droit de succession quant au degré de parenté sont applicables au droit d'enregistrement. Le taux des droits est fixé par l'article 6 ci-après.

ART. 3.

La base du droit de donation est fixée par les lois existantes. Toutefois les dettes et charges seront déduites à la condition d'en justifier comme en matière de succession.

Wetsvoorstel waarbij wijzigingen worden gebracht in de wetten van 27 December 1817, van 17 December 1851 op de nalatenschappen en van 22 Frimaire jaar VII op de registratie.

I. — Registratie.

ARTIKEL 1.

Giften van hand tot hand zijn aan dezelfde rechten onderworpen als schenkingen bij authentieke akte; deze rechten worden geheven op eene aangifte, geschreven op ongezegeld papier, door de begiftigden afgegeven.

ART. 2.

De rechten op schenkingen zijn van gelijk bedrag voor de roerende en voor de onroerende goederen. Het onderscheid, ingevoerd door de wet op het recht van successie wat betreft den graad van bloedverwantschap, is van toepassing op het recht van registratie. Het bedrag der rechten wordt bij het hiernavolgend artikel 6 vastgesteld.

ART. 3.

De grondslag van het recht van schenking wordt bij de bestaande wetten vastgesteld. Echter worden de schulden en de lasten afgetrokken, mits het bewijs daarvan wordt ingebracht zooals in zake van nalatenschap.

II. — Successions.

ART. 4.

Le droit de mutation établi pour les héritiers en ligne directe est remplacé par un droit de succession se percevant sur les mêmes bases qu'en ligne collatérale.

ART. 5.

Le droit perçu à raison de l'usufruit sera de la moitié du droit fixé pour la pleine propriété dans le cas où l'usufruitier a dix années de vie probable d'après l'échelle de l'article 11, littéra E, de la loi du 27 décembre 1817. Ce droit sera diminué de $\frac{1}{10}$ si l'usufruitier n'a que neuf années de vie probable et ainsi de suite.

ART. 6.

Le droit actuel de 1.40 % est réduit à 1.20 %.

Le droit actuel de 5.50 % est réduit à 4.50 %.

Le droit actuel de 6.80 % est réduit à 6.60 %.

Le droit actuel de 8.20 % est maintenu pour les biens échus à des neveux ou nièces, à des oncles ou des tantes.

Ce droit est porté à 9 % pour des biens échus à de grands oncles, grandes tantes, petits neveux, petites nièces.

Le droit actuel de 13.80 % est porté à 15 % pour les personnes qui n'ont avec le défunt aucun lien de parenté, ou qui sont parentes au delà du degré successible.

Les droits sont fixés, ainsi qu'il vient d'être dit, à 1.20 %, 4.50 %, 6.60 %, 9 %, 15 %.

II. — Nalatenschappen.

ART. 4.

Het overgangsrecht, gesteld voor de erfgenamen in de rechte linie, wordt vervangen door een recht van successie, naar dezelfde grondslagen als voor de zijlinie geheven.

ART. 5.

Het recht, geheven voor het vruchtgebruik, bedraagt de helft van het recht bepaald voor den vollen eigendom, wanneer, volgens de schaal waarvan sprake is in artikel 11, littéra E, der wet van 27 December 1817, de vruchtgebruiker, naar alle waarschijnlijkheid, nog tien jaren zal leven. Dit recht wordt met $\frac{1}{10}$ verminderd, wanneer de vruchtgebruiker, naar alle waarschijnlijkheid, nog negen jaren zal leven, en zoo verder.

ART. 6.

Het thans bestaande recht van 1.40 t. h. wordt verminderd tot 1.20 t. h.

Het thans bestaande recht van 5.50 t. h. wordt verminderd tot 4.50 t. h.

Het thans bestaande recht van 6.80 t. h. wordt verminderd tot 6.60 t. h.

Het thans bestaande recht van 8.20 t. h. wordt behouden voor de goederen ten deel gevallen aan neven of nichten, ooms of moeien.

Dit recht wordt gebracht tot op 9 t. h. voor de goederen ten deel gevallen aan oudooms, oudmoeien, achterneven, achternichten.

Het thans bestaande recht van 13.80 t. h. wordt gebracht tot op 15 t. h. voor de personen die aan den overledene niet zijn vermaagschapt of die geen erfge-rechtigde bloedverwanten zijn.

De rechten worden, zooals hierboven is gezegd, bepaald op 1.20 t. h., 4.50 t. h., 6.60 t. h., 9 t. h., 15 t. h.

8.20 %, 9 %, 13.80 % et 15 % sur les premiers 10,000 francs acquis par chaque héritier ou légataire.

Ils sont majorés de 5 % sur les 40,000 francs suivants.

Ils sont majorés de 10 % sur les 50,000 francs suivants.

Ils sont majorés de 20 % sur les 200,000 francs suivants.

Ils sont majorés de 30 % sur les 500,000 francs suivants.

Ils sont majorés de 40 % sur les 1.000,000 de francs suivants.

Ils sont majorés de 50 % sur le surplus.

En conséquence, les droits sont perçus conformément au tableau ci-après :

HERITIERS.	BASES					
	SUR LES ACCROISSEMENTS SUCCESSIFS JUSQUE					
	sur les premiers 10,000 fr.	40,000 fr. en plus de ce qui précède.	50,000 fr. en plus de ce qui précède.	200,000 fr. en plus de ce qui précède.	500,000 fr. en plus de ce qui précède.	1 million en plus de ce qui précède.
Ligne directe	1 20 %	1 20 %	1 32 %	1 44 %	1 56 %	1 68 %
Entre époux sans en- fants	4 50	4 72	4 95	5 40	5 85	6 30
Frères et sœurs	6 60	6 83	7 26	7 92	8 58	9 24
Oncles, tantes, neveux, nièces	8 20	8 61	9 02	9 84	10 66	11 48
Grands-oncles, grandes- tantes, petits-neveux, petites-nièces	9 »	9 45	9 90	10 80	11 70	12 60
Autres parents	13 80	14 49	15 18	16 56	17 94	19 32
Non parents	15 »	15 75	16 50	18 »	19 50	21 »
						22 10
						23 50
						25 70
						27 10
						29 30
						31 50
						34 10
						36 30
						38 50
						41 10
						43 30
						45 50
						48 10
						50 30
						52 50
						55 10
						57 30
						59 50
						62 10
						64 30
						66 50
						69 10
						71 30
						73 50
						76 10
						78 30
						80 50
						83 10
						85 30
						87 50
						90 10
						92 30
						94 50
						97 10
						99 30
						101 50
						104 10
						106 30
						108 50
						111 10
						113 30
						115 50
						118 10
						120 30
						122 50
						125 10
						127 30
						129 50
						132 10
						134 30
						136 50
						139 10
						141 30
						143 50
						146 10
						148 30
						150 50
						153 10
						155 30
						157 50
						160 10
						162 30
						164 50
						167 10
						169 30
						171 50
						174 10
						176 30
						178 50
						181 10
						183 30
						185 50
						188 10
						190 30
						192 50
						195 10
						197 30
						199 50
						202 10
						204 30
						206 50
						209 10
						211 30
						213 50
						216 10
						218 30
						220 50
						223 10
						225 30
						227 50
						230 10
						232 30
						234 50
						237 10
						239 30
						241 50
						244 10
						246 30
						248 50
						251 10
						253 30
						255 50
						258 10
						260 30
						262 50
						265 10
						267 30
						269 50
						272 10
						274 30
						276 50
						279 10
						281 30
						283 50
						286 10
						288 30
						290 50
						293 10
						295 30
						297 50
						300 10
						302 30
						304 50
						307 10
						309 30
						311 50
						314 10
						316 30
						318 50
						321 10
						323 30
						325 50
						328 10
						330 30
						332 50
						335 10
						337 30
						339 50
						342 10
						344 30
						346 50
						349 10
						351 30
						353 50
						356 10
						358 30
						360 50
						363 10
						365 30
						367 50
						370 10
						372 30
						374 50
						377 10
						379 30
						381 50
						384 10
						386 30
						388 50
						391 10
						393 30
						395 50
						398 10
						400 30
						402 50
						405 10
						407 30
						409 50
						412 10
						414 30
						416 50
						419 10
						421 30
						423 50
						426 10
						428 30
						430 50
						433 10
						435 30
						437 50
						440 10
						442 30
						444 50
						447 10
						449 30
						451 50
						454 10
						456 30
						458 50
						461 10
						463 30
						465 50
						468 10
						470 30
						472 50
						475 10
						477 30
						479 50
						482 10
						484 30
						486 50
						489 10
						491 30
						493 50
						496 10
						498 30
						500 50
						503 10
						505 30
						507 50
						510 10
						512 30
						514 50
						517 10
						519 30
						521 50
						524 10
						526 30
						528 50
						531 10
						533 30
						535 50
						538 10
						540 30
						542 50
						545 10
						547 30
						549 50
						552 10
						554 30
						556 50
						559 10
						561 30
						563 50
						566 10
						568 30
						570 50
						573 10
						575 30
						577 50
						580 10
						582 30
						584 50
						587 10
						589 30
						591 50
						594 10
						596 30
						598 50
						601 10
						603 30
						605 50
						608 10
						610 30
						612 50
						615 10
						617 30
						619 50
						622 10
						624 30
						626 50
						629 10
						631 30
						633 50
						636 10
						638 30
						640 50

ART. 7.

Il ne sera perçu aucun droit si l'actif net de la succession n'atteint pas 1,000 francs en ligne collatérale, si la part de chaque héritier n'atteint pas 2,000 francs en ligne directe. Le droit de 1.20 %, fixé par l'article 6, sera réduit de moitié sur l'émolument de tout héritier qui n'atteindrait pas 4,000 francs.

ART. 8.

Sont considérés comme legs, les dons manuels faits par le défunt, à moins qu'ils n'aient été déclarés conformément à l'article 1^{er}.

ART. 9.

Lorsqu'une succession s'est ouverte en ligne collatérale, l'Etat a le droit de requérir l'apposition des scellés. Elle sera faite par le juge de paix ou son suppléant.

Les papiers et documents propres à établir l'avoir du défunt seront seuls placés sous scellés. En cas de contestation, ces papiers seront placés sous enveloppe cachetée et adressés au président du tribunal, qui statuera en dernier ressort aux jour et heure à fixer par lui, après avoir entendu l'administration des Finances et les intéressés, convoqués par lettre recommandée.

ART. 10.

Les déclarations devront être rédigées sur papier timbré au taux de fr. 0.25 la feuille, mais de la dimension du timbre actuel de fr. 1.70. Ce papier sera débité ligné et marginé. Il ne pourra être écrit

ART. 7.

Er wordt geen recht geheven, indien het zuiver actief der nalatenschap 1,000 frank niet bereikt in de zijlinie, indien het deel van elken erfgenaam 2,000 frank niet bereikt in de rechte linie. Het recht van 1.20 t. h., bij artikel 6 bepaald, wordt met de helft verminderd op het aandeel van elken erfgenaam, dat 4,000 frank niet zou bereiken.

ART. 8.

Als erfmaking worden beschouwd de giften van hand tot hand, door den overledene gedaan, tenzij die zijn aangegeven overeenkomstig artikel 1.

ART. 9.

Wanneer eene nalatenschap in de zijlinie openvalt, heeft de Staat het recht de verzegeling te vragen. Daartoe wordt overgegaan door den vrederechter of zijn plaatsvervanger.

Alleen de papieren en bescheiden, van aard om het vermogen van den overledene vast te stellen, mogen verzegeld worden. Ingeval van betwisting, worden die papieren onder verzegelden omslag geplaatst en gezonden aan den voorzitter der rechtbank; deze doet, op den dag en het uur, door hem te bepalen, en gehoord het bestuur van Financiën en de belanghebbenden, bij aangeteekenden brief oproepen, uitspraak in laatsten aanleg.

ART. 10.

De aangiften moeten zijn geschreven op gezegeld papier, tegen fr. 0.25 per blad, doch met het formaat van den huidige zegel van fr. 1.70. Dit papier wordt verkocht gelijnd en gerand.

ni entre les lignes ni en marge. Les renvois seront reportés à la fin.

La rédaction des déclarations est réservée aux notaires et fonctionnaires de l'Enregistrement. Un arrêté royal fixera leur rémunération.

La déclaration se terminera par une mention spéciale portant :

« Les déclarants affirment qu'il n'est pas à leur connaissance qu'aucun bien dépendant de l'héritage ait été volontairement omis, qu'aucune des dettes déclarées ne soit pas réellement à la charge du défunt pour la somme portée ci-dessus. »

ART. 11.

Si les parties n'ont pas signé personnellement la déclaration, elles enverront, dans le mois du dépôt, au receveur compétent, une déclaration signée d'elles, portant qu'elles ont pris connaissance du document déposé en leur nom, et se terminant par la mention portée en l'article précédent.

ART. 12.

L'article 24 de la loi du 17 décembre 1851 s'applique à tous héritiers dans une succession comprenant des valeurs mobilières.

La dernière phrase du deuxième alinéa du dit article est remplacée par celle-ci :

« Il ne pourra être procédé à la levée des scellés et aucun officier public ne pourra vendre les biens de la succession ni dresser aucun acte destiné à mettre les héritiers en leur possession avant la

Er mag niet worden geschreven tusschen de lijnen of op den rand. Verwijzingen moeten onder aan den voet gedaan worden.

Het opstellen van de aangiften mag alleen worden gedaan door notarissen en door ambtenaren der registratie. Hun loon wordt bij koninklijk besluit vastgesteld.

De aangifte wordt besloten door eene bijzondere vermelding, aldus luidende :

« De aangevers bevestigen dat, naar hun weten, niet één goed, van de nalatenschap afhangende, met opzet werd weggelaten, dat al de aangegeven schulden werkelijk ten laste van den overledene komen voor de hierboven uitgetrokken som. »

ART. 11.

Hebben partijen de aangifte niet persoonlijk onderteekend, dan sturen zij, binnen eene maand na de neerlegging, aan den betrokken ontvanger, eene door haar onderteekende aangifte, zeggende dat zij kennis hebben genomen van het uit haren naam neergelegde stuk, en eindigende met de vermelding voorkomende in het vorig artikel.

ART. 12.

Artikel 24 der wet van 17 December 1851 is van toepassing op al de erfgenamen in eene nalatenschap bevattende roerende waarden.

De laatste zin van het 2^{de} lid van genoemd artikel wordt vervangen door den volgende zin :

« Tot de ontzegeling mag niet worden overgegaan en geen enkel openbaar ambtenaar mag de goederen der nalatenschap verkoopen of eenige akte opmaken met het doel de erfgenamen in het

délivrance d'un certificat du préposé, constatant que les héritiers se sont conformés à la loi, à peine d'être personnellement tenus des droits irrécouvrables et des frais faits. »

ART. 13.

Les sociétés anonymes ou en commandite, belges ou étrangères, ou leurs succursales et toutes personnes civiles ou physiques, dépositaires des fonds, titres, actions, obligations, espèces et valeurs appartenant à une personne décédée, ne pourront s'en dessaisir en mains des héritiers ou légataires, qu'à l'intervention et avec le concours du receveur des droits de succession compétent, et après que, contradictoirement avec celui-ci, inventaire en aura été dressé, et qu'ensuite de cet inventaire les droits auront été payés ou qu'il aura été donné des garanties suffisantes, le tout à peine par les dépositaires d'être tenus solidairement au paiement des droits et amendes.

Les comptes collectifs ou indivis avec solidarité seront réputés appartenir au défunt pour une part virile.

ART. 14.

Lorsque le défunt avait, seul ou avec d'autres, un coffre-fort hors de chez lui, celui-ci ne pourra plus être ouvert avant une ordonnance sur requête rendue par le juge de paix, les droits de tout mandataire ou cooccupant étant suspendus par le décès.

bezit daarvan te stellen, zoolang de aangestelde ambtenaar niet heeft afgegeven een bewijsschrift waaruit blijkt, dat de erfgenamen de voorschriften der wet hebben nageleefd, dit alles op straffe persoonlijk aansprakelijk te zijn voor de oninbare rechten en de gedane kosten. »

ART. 13.

De naamlooze vennootschappen of de vennootschappen bij wijze van geldschieting, Belgische of vreemde, of hare bijkantoren, en alle rechtspersonen of werkelijke personen, die in 't bezit zijn van fondsen, titels, aandeelen, obligatiën, specien en waarden toebehoorende aan een overledene, mogen die niet afgeven in handen van de erfgenamen of begiftigden, tenzij door bemiddeling en met medewerking van den betrokken ontvanger der successierechten en nadat, deze er bij zijnde, inventaris daarvan werd opgemaakt en dat, ingevolge dezen inventaris, de rechten werden betaald of eene voldoende zekerheid werd gesteld, dit alles op straffe, voor de inbewaringhouders, hoofdelijk aansprakelijk te worden verklaard voor de betaling van de rechten en boeten.

Geëensschappelijke of onverdeelde rekeningen, met hoofdelijke aansprakelijkheid, worden geacht den overledene toe te behooren voor een mansdeel.

ART. 14.

Bezat de overledene, alleen of met anderen, eene brandkast buiten zijne woning, dan mag deze brandkast niet meer worden geopend voordat een bevel op verzoekschrift door den vrederechter werd verleend, de rechten van elken gemachtigde of medegebruiker geschorst zijnde door het overlijden.

L'ordonnance du juge ne sera rendue qu'après avoir entendu le receveur des successions, lequel pourra prendre toutes mesures conservatoires.

ART. 15.

Dans tous les cas où une succession, régie par la loi belge, comprend des valeurs mobilières, de quelque nature que ce soit, déposées ou existant à l'étranger, toute vocation héréditaire et tous droits aux legs et aux donations de biens à venir sont suspendus, jusqu'à l'envoi en possession qui en sera fait aux héritiers donataires ou légataires en conformité de l'article suivant.

ART. 16.

Cet envoi en possession sera prononcé sur requête présentée au président du tribunal compétent. Elle sera spéciale et ne s'appliquera qu'aux biens énumérés dans la requête. Celle-ci sera rédigée sur papier libre et enregistrée gratis.

L'ordonnance ne sera rendue que s'il est joint à la requête une déclaration du receveur de succession constatant que les droits dus ont été acquittés, ou qu'il en a été donné des sûretés suffisantes.

ART. 17.

La succession demeurera vacante en ce qui concerne les biens visés à l'article 15 jusqu'à l'envoi en possession prévu par l'article qui précède.

ART. 18.

Les débiteurs, détenteurs ou dépositaires, à quelque titre que ce soit et même par mandat de justice, des valeurs

Het bevel van den rechter wordt eerst verleend nadat de ontvanger der successierechten werd gehoord; de ontvanger mag alle vrijwarende maatregelen nemen.

ART. 15.

In alle gevallen waar eene nalatenschap, door de Belgische wet beheerscht, roerende waarden bevat van welken aard ook, neergelegd of bestaande in den vreemde, wordt elk bij nalatenschap verleend recht en worden alle rechten op legaten en schenkingen van toekomstige goederen geschorst tot de inbezitstelling daarvan ten voordeele van de schenking ontvangende of begiftigde erfgenamen, overeenkomstig het volgend artikel.

ART. 16.

Die inbezitstelling wordt uitgesproken op verzoekschrift, den voorzitter der bevoegde rechtbank aangeboden. Ze zal speciaal en alleen van toepassing zijn op de goederen vermeld in het verzoekschrift. Dit verzoekschrift wordt gesteld op ongezegeld papier en is vrij van registratierecht.

Het bevel wordt eerst verleend, wanneer bij het verzoekschrift is gevoegd eene verklaring van den ontvanger der successierechten, vaststellende dat de verschuldigde rechten werden betaald of dat daarvoor voldoende zekerheid werd gesteld.

ART. 17.

De nalatenschap blijft, wat betreft de in artikel 15 bedoelde goederen, openstaan tot de inbezitstelling waarvan sprake is in het vorig artikel.

ART. 18.

Zij die, uit welken hoofde ook en zelfs bij rechterlijk bevel, verschuldigd zijn, bezitten of in bewaring hebben erfwaar-

successorales dont ces biens se composent, ne pourront en faire la remise aux héritiers, légataires ou donataires, soit directement ou indirectement, qu'après que l'envoi en possession aura fait cesser la vacance de la succession en ce qui les concerne.

ART. 19.

La vocation héréditaire et tout droit aux biens hérités, donnés ou légués, demeurés vacants, seront prescrits par trente ans à dater de l'ouverture de la succession.

ART. 20.

Les quotités de droits fixées ci-avant subiront une nouvelle majoration de 10 % par année entière de préjudice pour ce qui sera perçu sur toute somme fraudée.

ART. 21.

L'article 26, 1°, de la loi du 27 décembre 1817 est remplacé par la disposition suivante :

« A défaut de déclaration ou en cas d'omission de biens, il y aura prescription pour la demande du droit et des amendes après un délai de cinq ans.

» Le point de départ de ce délai est fixé au jour du dépôt, ou de la présentation à la formalité de l'enregistrement, d'un acte ou autre document qui révèle à l'administration la cause de l'exigibilité du droit, ou de l'amende d'une manière suffisante pour exclure la nécessité de toute recherche ultérieure. »

den, bedoelde goederen uitmakende, mogen deze aan de erfgenamen, begiftigden of schenking ontvangenden eerst afgeven, hetzij rechtstreeks of middellijk, wanneer, tengevolge van de inbezitstelling, de erfenis niet langer openstaat, wat hen betreft.

ART. 19.

Het bij nalatenschap verleend recht en elk recht op geërfde, gegeven of geschonken goederen, door niemand geëischt, verjaren door verloop van dertig jaren te rekenen van de opening der nalatenschap.

ART. 20.

Het bedrag van de hierboven vastgestelde rechten is onderhevig aan eene nieuwe verhooging van 10 t. h. per volle jaar wegens verlies voor hetgeen wordt geheven op elke ontdoken som.

ART. 21.

Artikel 26, 1°, der wet van 27 December 1817 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Bij ontstentenis van aangifte of wanneer werd verzuimd goederen aan te geven, verjaart de opeischung van het recht en van de boeten door verloop van vijf jaren.

» Als uitgangspunt van dezen termijn wordt genomen de dag der nederlegging of der aanbieding voor de formaliteit der registratie, van eene akte of van eenig ander stuk waaruit het bestuur de oorzaak der invorderbaarheid van het recht of van de boete genoegzaam kan afleiden, zoodat elk verder onderzoek nutteloos kan worden geacht. »

H. DENIS.

E. ROYER.

ÉMILE VANDERVELDE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 FEBRUARI 1913.

Wetsvoorstel waarbij wijzigingen worden gebracht in de wetten van 27 December 1817, van 17 December 1851 op de nalatenschappen en van 22 Frimaire jaar VII op de registratie.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Dit wetsvoorstel staat in verband met de voorstellen, welke wij hebben ingediend den 16ⁿ Januari 1900 en den 7ⁿ December van hetzelfde jaar, evenals met het voorstel dat den 8ⁿ Januari 1895 werd ingediend door den heer Magnette, door verscheidene van onze medeleden en door den ondergeteekende; het verschilt echter daarvan in belangrijke oogpunten: evenals het voorstel van den heer Magnette breidt het de hervorming der successierechten uit door het overgangsrecht in de rechte linie te veranderen in een echt successierecht; daardoor worden de bepalingen bestemd om de ontduiking te voorkomen en het roerend vermogen te treffen, aangevuld en aanzienlijk versterkt, vooral wat betreft de nalatenschappen in de zijlinie, en juist dat heeft er ons onweerstaanbaar toe gebracht, daarin op te nemen nieuwe bepalingen betreffende de registratierechten, waarvan de gedachte is ontleend aan de Oostenrijksche wetten; eindelijk huldigt het — doch mits mindere bedragen — het beginsel van de klimmende belasting, door den heer Magnette in het voorstel van 1895 opgenomen. Uit gansch zijne regeling en uit al zijne deelen blijkt, dat het voorstel is een werk van gerechtigheid, of liever van herstellende gerechtigheid; ook is het, door zijne werking op de verdeeling der goederen, een werk van maatschappelijke solidariteit.

I. — NOODZAKELIJKHEID VAN EENE HERSTELLENDRE RECHTVAARDIGHEID IN ONS STELSEL VAN BELASTINGEN.

De verplichte verzekering tegen ziekte en vroegtijdige invaliditeit, de verzekering tegen den ouderdom, de ouderdomspensioenen en, in nog

hoogere mate, de regeling van het recht op onderstand voor de ouderlingen, recht waarvan de kiem was gelegd in de tegemoetkoming van 65 frank, dit alles legt aan den Staat aanzienlijke uitgaven op.

Dáár is het dat de rechtvaardigheid zich onweerstaanbaar doet gelden : vooreerst eischt zij eene ruimere plaats voor de rechtstreeksche belasting in het stelsel, namelijk voor die, welke er naar streeft in verhouding gebracht te worden met het inkomen en het vermogen, terwijl de onrechtstreeksche belastingen over 't algemeen niet geëvenredigd zijn aan het inkomen en het vermogen, en zelfs de belastingen op de noodzakelijke en nuttige verbruikswaren streven naar eene averechtsche klimming, in de richting van de ellende. De geschiedenis en de bestemming zelf der rechtstreeksche belastingen billijken het feit, dat men zich daaruit nieuwe hulpmiddelen wil verschaffen. Door de wetenschap worden de successierechten terecht gelijk gesteld met de rechtstreeksche belastingen.

Zoo wij, van 1885 af tot 1913, dus na een tijdsverloop van 28 jaar, den omslag der belastingen ten bate van den Staat vergelijken, dan komen wij tot de volgende met de grootste zorg berekende uitslagen :

	FISCALE LASTEN PER INWONER.		VOLSTREKTE VERMEERDERING PER INWONER.
	1885	1913	
Eigenlijke rechtstreeksche belastingen fr.	8 32	9 81	1 49
Rechtstreeksche belastingen, met inbegrip van de successierechten	11 72	13 47	1 75
Eigenlijke successierechten	3 40	3 66	0 26
Onrechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen.	10 85	20 43	9 58
Rechten op de akten, registratie, griffie, enz., zonder de successierechten	5 43	7 63	2 20
Dezelfde rechten, met inbegrip van de successierechten	8 83	11 29	2 46
GEHEEL BEDRAG PER INWONER . . . fr.	28 00	41 53	13 53

Deze verschillende belastingen staan in de volgende verhouding :

	1885	1913	VERMINDERING.	VERHOOGING.
Eigenlijke rechtstreeksche belastingen	29.7 %.	23.6 %.	6.1 %.	»
Rechtstreeksche belastingen en successierechten	42	32.4	9.6	»
Eigenlijke successierechten	12.3	8.8	3.5	»
Onrechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen	39	49.2	»	10.2 %.
Rechten op de akten zonder de successierechten	19	18.4	0.6	»
Dezelfde met inbegrip van de successierechten	31.3	27.2	4.1	»
	100	100		

Terwijl de verbruiksbelastingen schier verdubbeld zijn, — de vermeerdering bedraagt fr. 9.58 per inwoner —, zijn de rechtstreeksche belastingen, de successierechten erbij gerekend, slechts met fr. 1.75 verhoogd : de verhouding dezer rechtstreeksche belastingen bedroeg in 1885 meer dan vier tienden, in 1913 daalt zij tot op ongeveer een derde, terwijl de verhouding der onrechtstreeksche belastingen klimt van een weinig minder dan vier tienden tot schier op de helft. Deze belastingen, bedragende in 1913 fr. 14.41 per hoofd, treffen tot beloop van fr. 5.75 het verbruik van noodzakelijke of nuttige voorwerpen : vee, vleesch, deegwaren, boter, margarine, suiker, bier, fruit, azijn; tot beloop van fr. 1.85, het verbruik van voorwerpen van weelde of van nuttelooze voorwerpen : wijn, tabak; tot beloop van fr. 6.84, het verbruik van schadelijke voorwerpen : brandewijn, alcoholhoudende dranken; schier alle drukken in mindere of grootere mate op de begroting van het arbeidersgezin.

Zonder moeite kan men berekenen hoe de verschillende soorten van belasting ten bate van den Staat per inwoner zouden verdeeld zijn, indien de verhoudingen van 1885 nog dezelfde waren in 1913 :

PER INWONER Zouden wij hebben		
	IN DE PLAATS VAN	DE SOM VAN
Eigenlijke rechtstreeksche belastingen.	fr. 9 81	12 34
Rechtstreeksche belastingen en successierechten	13 47	17 44
Eigenlijke successierechten	3 66	5 11
Onrechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen.	20 43	16 20
Rechten op de akten, registratie, enz., buiten de successierechten	7 63	7 89
Dezelfde rechten met inbegrip van de successierechten	11 29	13
	41 53	41 53

Zoo men, buiten elk theoretisch debat, het evenwicht, dat in 1885 bestond, wilde herstellen onder de rechtstreeksche belastingen (met inbegrip van de successierechten), de onrechtstreeksche verbruiksbelastingen en de rechten op de akten, dan zou men nieuwe belastingen moeten invoeren tot een bedrag van 30,999,000 frank. Het tot stand brengen van de arbeidersverzekeringen tegen ziekte, invaliditeit en ouderdom, zelfs met eene ruime deelneming van de maatschappelijke solidariteit, zal wellicht dit aandeel van den Staat niet overschrijden.

II. — DE BEPALINGEN VAN HET VOORSTEL BETREFFENDE DE SUCCESSIERECHTEN.

De keuze van de rechtstreeksche belastingen is niet onverschillig; de deelneming van den Staat in de lasten der arbeidsverzekeringen moet wel bepaalde economische en geldelijke kenmerken vertoonen. De Staat moet de kosten van de voortbrenging der goederen niet treffen, zooniet brengt men 's lands nijverheid en landbouw in een min gunstigen toestand om te strijden op de wereldmarkt en doet eene te duchten tegenkanting tegen deze

dringende hervorming ontstaan; ook mag de Staat niet het noodzakelijke loon van den arbeider treffen, zooniet brengt de hervorming eene wreede teleurstelling mee. Er zijn weinige oplossingen welke, in deze verschillende opzichten, voor den wetgever zoo gunstig voorkomen als het herzien van de successierechten in hunne wijze van inning, alsmede het uitbreiden hunner toepassing. Deze oplossing levert dit groot belang op, dat de belasting voorgoed wordt gedragen door hen, op wie zij wordt gelegd, zonder dat om 't even welke weerslag mogelijk zij; noch de nijverheid, noch de arbeid worden getroffen, vooral wanneer eene *minimum*-nalatenschap niet wordt belast.

In dit opzicht kunnen alleen de algemeene belasting op het inkomen, de belasting op de grondrente en de onverdiende meerdere waarde, *unearned increment*, daarmee worden gelijkgesteld, daarom ook moet eene heilzame sociale hervorming ze te gelijk doen werken, opdat de algeheele last beter worde verdeeld en geen enkel factor van de belasting worde overdreven.

Het voorstel doet vooreerst eene blijkbare onrechtvaardigheid ophouden door het overgangsrecht in de rechte linie te veranderen in een echt successierecht op het roerend en onroerend vermogen; de wet van 17 December 1851 was slechts eene overgangswet. Het ontwerp Frère-Orban maakte geen onderscheid: alléén het amendement Spitaels, waarbij de belasting in de rechte linie werd beperkt tot de onroerende goederen en de hypothecaire schuldvorderingen, na aftrek van de hypothecaire schulden, kon toen den hardnekkigen weerstand overwinnen. Deze hardnekkige weerstand heeft het recht te lang overweldigd. De ongelijkheid en de onrechtvaardigheid worden nog grooter naar gelang dat er meer roerende goederen deel uitmaken van 's volks vermogen; het eenzijdig stelsel van 1851 heeft in menig geval voor gevolg, dat rechten moeten betaald worden door erfgenamen die, na aftrek van al de schulden, volstrekt niets optrekken. De rechtgeaarde lieden kunnen niet meer toegeven aan de tegenwerpingen van 1851: « Wellicht zal men ons antwoorden, zegt de schrijver van eene merkwaardige studie, dat, zoo geheel de successie wordt belast, de zoon kan gedwongen zijn, gansch den toestand van zijn vader (het actief en het passief) in zijne aangifte bloot te leggen, en dat zulks zeer hard kan vallen. Doch, zooals de heer Frère het deed opmerken bij de behandeling der wet van 1851, deze toestand blijkt niet zelden uit akten van deeling. En, al moest dit niet het geval zijn, dan toch dient de ongelijkheid, bij artikel 2 der wet van 1851 gehuldigd, te verdwijnen, zelfs wanneer men daartoe maatregelen zou moeten nemen, welke voor sommige belastingschuldigen onaangenaam zijn ⁽¹⁾. »

Heeft men de gelijkheid in zake van belasting zonder aarzelen gebuldigd, zoo ook trachtte men, in denzelfden geest van rechtvaardigheid, den last daarvan te verlichten, inzonderheid voor de geringe nalatenschappen. Het

(1) *L'impôt sur les successions en Angleterre, en France et en Belgique*, door G. Vandenbossche, 1900, bl. 122.

bedrag der rechten werd verminderd, de van belasting te ontslagen minimum-nalatenschap werd verhoogd, en voor het erfdeel beneden 4,000 frank wordt slechts de helft der rechten betaald.

Men trachtte de rechten, welke ten laste zijn van den overlevenden echtgenoot, te verminderen. Eene algemeene bepaling betreffende het vruchtgebruik zal voor dezen laatste aanzienlijke voordeelen opleveren. Thans is het recht op het vruchtgebruik onveranderlijk bepaald op de helft van het gewone recht. Geen verschil tusschen den vruchtgebruiker die, volgens de sterfzetabellen, naar alle waarschijnlijkheid nog twintig jaren leven zal, en den vruchtgebruiker, die nog slechts één jaar leven zal. Deze tegenstrijdigheid kan niet gebillijkt worden, terecht werd zij door den heer Vandenbossche afgekeurd.

Het voorstel onderwerpt het vruchtgebruik en de lijfrente aan dezelfde regelen, daar het de grondslagen van deze laatste ook op het eerste toepast.

Betreffende de nalatenschappen in de zijlinie, werden de rechten, welke thans van toepassing zijn volgens den graad van verwantschap, slechts weinig gewijzigd : eene vermindering voor de broeders en zusters, eene lichte verhooging voor de verdere bloedverwanten of de niet-bloedverwanten. Ik ben ervan overtuigd, dat eerst de burgerlijke wet grondig dient te worden gewijzigd, en dat al de graden van erfrecht *ab intestat* boven ten minste den vierden graad moeten verdwijnen.

Na voor de geringe nalatenschappen het beginsel van de afnemende vermindering in de rechte linie te hebben gehuldigd, voerden wij eene licht klimmende belasting in voor de meer aanzienlijke nalatenschappen.

De klimmende belasting, welke in Engeland in zake van nalatenschappen veel ruimer werd toegepast, wordt gebillijkt door dezelfde redenen als die welke ik deed gelden voor de algemeene belasting op het inkomen ; naar de gelijkheid in de opofferingen moet worden gestreefd : bij de algemeene redenen, in de groote onderneming der arbeidsverzekering, voegt zich hier ook de plicht van maatschappelijke solidariteit.

Het voorstel wordt vooral gekenmerkt door den samenhang van maatregelen bestemd om de ontduiking doelmatig te bestrijden en zóó bij te dragen tot de gerechtigheid alsmede tot het belang van 's lands Schatkist.

't Is niet meer dan billijk de successierechten in de zijlinie te herzien. Met de thans bestaande wijze van inning blijven misbruiken en onrechtvaardige verdeeling bestaan, die nog erger worden naar gelang van den economischen ontwikkelingsgang zelven. Trouwens, het roerend vermogen, dat gemakkelijk verborgen kan worden, ontsnapt grootendeels aan de belasting en, daar de economische ontwikkelingsgang van alle industriele volken zich kenmerkt door toeneming van den roerenden rijkdom, tevens volstrekt en betrekkelijk tot het onroerend vermogen, is het duidelijk dat het bedrag van de ontduikingen ten nadeele van de Openbare Schatkist en den omvang van het onrecht bij de verdeeling hoe langs zoo meer een krachtadig optreden van den wetgever eischen.

Het besluit van het Voorloopig Bewind, dd. 17 November 1830, tot afschaffing van den eed opgelegd door de wet van 27 December 1817 en tot kwijtschelding van al de boeten opgelopen wegens niet aflegging van den eed, is het scheidingspunt van twee verschillende stelsels voor het heffen van de rechten; daarnaar kan men de gevolgen daarvan beoordeelen.

In 1848 zegde de heer Frère onbewimpeld in de toelichting van zijn ontwerp, dat de wet van 17 December 1831 is geworden, dat dit besluit « *de Schatkist den eenigen doelmatigen waarborg van de oprechtheid der aangiften in zake van meubelen heeft ontnomen* ». In hetzelfde stuk is opgenomen een vergelijkende staat die stof tot nadenken geeft.

« Vereenigt men de waarden, aangegeven in al de kantoren der hoofdplaatsen, dan vindt men voor 1829 (voordat de eed was afgeschaft)

de onroerende goederen geschat op	fr. 21,528,000
de roerende goederen op	20,868,000

en voor 1840 (nadat de eed was afgeschaft)

de onroerende goederen geschat op	fr. 25,436,000
de roerende goederen op	14,130,000 »

Eene vergelijking van deze cijfers volstaat om zich te overtuigen dat het verschil, veroorzaakt door ontduiking of onderschatting van de meubelen, aanzienlijk is : in 1829 vertegenwoordigden de roerende goederen 49 t. h. van het bedrag der aangegeven waarden; in 1840, min dan 36 t. h.

De ontdoken roerende waarden konden dus in 1840 worden berekend op 75 t. h. van de werkelijk aangegeven waarden. Ondersteld dat tusschen het roerend en het onroerend vermogen nog dezelfde werkelijke verhouding bestond als in 1829, dan hadde men in stede van 14,130,000 frank, 24,692,320 frank moeten aangeven. Het verschil, het bedrag van het ontdokene, beliep 10,562,320 frank.

In 1881 bekwam het Bestuur, volgens andere stelsels, wellicht nog ergere uitkomsten.

De vergelijking van de nalatenschappen, onderworpen aan boedelbeschrijving, met die welke werden vereffend zonder inventaris, gaf de volgende uitkomst :

	NA INVENTARIS.	ZONDER INVENTARIS.	TE ZAMEN.
GETAL AANGIFTEN	828	6,606	7,434
Onroerende goederen in België. fr.	21,230,740	96,532,810	117,763,550
Onroerende goederen in het buitenland	470,500	1,044,140	1,514,640
Renten en hypothecaire schulden .	4,756,100	12,458,76	17,214,860
Titels op naam	1,524,410	2,656,410	4,180,820
Titels aan toonder	9,678,630	11,786,330	21,464,960
Andere roerende waarden	8,202,570	20,951,880	29,154,450
	<u>45,862,950</u>	<u>145,430,330</u>	<u>191,293,280</u>

Neemt men, bij onderstelling, met het Bestuur van Financiën aan, dat de waarden, die kunnen ontdoken worden (titels aan toonder en andere roerende waarden op naam) in dezelfde verhouding staan tot de onroerende waarden en de andere roerende waarden op naam, in nalatenschappen met en zonder boedelbeschrijving, dan komt men tot den volgende uitslag :

Tegen 27,981,750 frank onroerende waarden en hypotheaire schulden, zijn er in nalatenschappen met inventaris voor 17,881,200 frank roerende goederen, die kunnen ontdoken worden.

Tegen 112,881,200 frank onroerende waarden, zijn er in nalatenschappen zonder inventaris voor 32,738,215 frank aangegeven roerende waarden; in gelijke verhouding moesten er voor 72,013,000 frank bestaan. Het ontdoken aandeel is dus 39,275,000 frank. Dat is de berekening van het Bestuur.

Steunt men op de aangiften, dan zou in 1881 het gezamenlijk roerend vermogen 37.5 t. h. van het geheel vertegenwoordigen en het onroerend vermogen 62.5 t. h. En zoo men de dwalingen terechtwijst volgens het aangewezen stelsel, dan komt men ten naasten bij tot de verhouding in 1829, zijnde 48.5 t. h. voor de roerende en 51.5 t. h. voor de onroerende goederen; in 1881 zou het ontdokene 20.5 t. h. van het geheel bedrag der werkelijk aangegeven waarden belooopen.

Het is nochtans onmogelijk dat het bedrag van de roerende waarden heden ten dage niet aanzienlijker is in de aangiften van nalatenschappen.

In 1839 schat Briavoinne in zijn werk *L'Industrie en Belgique*, deel II, bladzijde 225 en volgende, op 350 tot 375 millioen het kapitaal van de vennootschappen op aandeelen in België, met inbegrip van de banken, kredietinstellingen, verzekeringsmaatschappijen, mitsgaders nijverheidsmaatschappijen.

In 1879, heel nabij het oogenblik toen bovenstaande berekeningen waren gemaakt, schatte de *Moniteur des Intérêts Matériels* het roerend vermogen in België op 4,987,942,300 frank, met inbegrip van al de openbare fondsen.

Gemakkelijk kan men nagaan met welk tastbaar onrecht gansch de verdeling van het successierecht geschiedt.

Door de berekening bepaal ik, per inwoner, de gemiddelde opbrengst der successierechten van jaar tot jaar, en met deze gemiddelde opbrengst breng ik in verhouding de nabijkomende raming, welke de overigens nog zeer onvolledige statistiek ons geeft van het roerend vermogen in België, van het vermogen vertegenwoordigd door verhandelbare titels, aandeelen of obligatiën ⁽¹⁾.

(1) De ramingen van het roerend vermogen ontleen ik aan een verslag van Professor Nicolai, aan het Internationaal Instituut voor statistiek, deel XIX, 2^e afl., bl. 256 en volg. Hij verduidelijkt zijne opgaven in den *Moniteur des Intérêts Matériels*.

JAAR.	OPBRENGST DER SUCCESSIERECHTEN PER INWONER.	ROEREND VERMOGEN IN BELGIË IN MILLIOENEN FRANK.
1870	Fr. 3 04	»
1880	3 72	4,987
1885	3 40	»
1890	3 32	»
1895	2 93	»
1896	3 16	6,121
1900	3 55	8,807
1905	3 05	9,811
1907	3 71	11,677
1910	3 48	12,570
1911	»	13,366
1912	3 38	»
1913	3 66	»

Onlangs gemaakte schattingen brengen daarenboven op 2 milliard 700 millioen frank het bedrag van de Belgische kapitalen in het buitenland belegd. Dit zal ons verder gewichtige maatregelen aan de hand doen om de inning van de belasting op dit deel van het vermogen te verzekeren. Alleen het vermogen in België bewijst ons dat het meer dan verdubbelt in vijftien jaren, terwijl de opbrengst van de sectierechten per hoofd slechts met enkele centiemen verhoogt.

III. BIJZONDERE MAATREGELEN OM DE INNING DER BELASTING TE VERZEKEREN.

Giften van hand tot hand. — Om deze sociale plaag van het bedrog te keer te gaan, moet een samenstel van maatregelen worden genomen. Wanneer de belastingsschuldige zeker zal zijn, dat hij niet meer betaalt dan anderen, zal zich vanzelf een nieuwe geest ontwikkelen : oprechtheid zal de regel, bedrog eene uitzondering worden.

Eene van de gewichtigste maatregelen is ontleend aan de Oostenrijksche wet en wij zijn er zelf toe besloten, hem nog uit te breiden. De tekst van de ordonnantie van 16 Augustus 1899, artikel 12, luidt : « Giften, niet gedaan door den overleden persoon meer dan drie maanden vóór zijn overlijden, moeten, voor de betaling van de rechten, worden begrepen in de nalatenschap, zoo daarvoor niet werden betaald de rechten op schenking onder levenden. »

Hij, die de schenking ontvangt, heeft de keus tusschen het registratierecht en het successierecht. Willen de erfgenamen de verdwijning van eene som uitleggen door eene gift van hand tot hand, dan zijn zij verplicht daarop het registratierecht te betalen en, daar dit recht zal gelijkstaan met het successierecht, levert bedrog geen belang meer op.

Verzegeling en inventaris. — De bezwaren, aangevoerd tegen dit gedeelte van het voorstel dat wordt beheerscht door de merkwaardige redevoering van den heer Nyssens, in 1892, worden zorgvuldig en talentvol onderzocht en behandeld door den heer G. Van den Bossche, in eene kernachtige studie : *L'impôt sur les successions en Angleterre, en France et en Belgique, étude de législation financière comparée* (Leuven, 1900, bladz. 110 en volg.). Hij bestrijdt achtereenvolgens de tegenwerpingen, afgeleid uit het nutteloos van den maatregel, uit de stoornis daardoor in de familiën veroorzaakt, uit de daaraan gegeven ontoereikende waarborgen.

De heer Galopin, professor aan de Hoogeschool te Luik, door dien schrijver aangehaald, beweert dat de maatregel nutteloos is, zoo er tegenstrijdige belangen zijn tusschen de erfgenamen; krachteloos, zoo zij allen het eens zijn tegen den fiscus. Terecht deed de heer Van den Bossche opmerken, dat dezelfde redevoering kan worden gehouden ten opzichte van elken schuld-eischer der nalatenschap. Doch de statistiek bekrachtigt de theoretische bewijsvoering. Trouwens, uit de hierboven aangehaalde cijfers blijkt, dat er in 1884, in de aan inventaris onderworpen nalatenschappen, 40 t. h. op al de aangegeven waarden voorkwamen, die konden ontdoken worden, en in de nalatenschappen zonder boedelbeschrijving slechts 19.8 t. h. Dus is de fiskale doelmatigheid van den inventaris wiskundig bewezen door de verdubbelde verhooging van de titels aan toonder. Wat de bewijsreden, steunende op de statistiek, afdoende maakt, is dat onbekwame personen, in rechten beschermd door de wet, gansch de belasting betalen, terwijl bekwame personen, feitelijk beschermd tegen de wet, er slechts een deel van betalen, zoo zij het wel degelijk doen.

Een afdoende antwoord op de beschuldiging, stoornis in de familiën te veroorzaken, wordt gegeven door wat de heer Nyssens reeds in 1892 zegde (*Handelingen, 7 December 1892, bl. 209*) : « Ik heb geen enkel nieuwen maatregel voorgesteld; die zoo in strijd is met onze zeden. Ik heb gewezen, als zijnde geschikt om te onzent ingevoerd te worden, op zeer eenvoudige, weinig gevaarlijke maatregelen, welke werden toegepast bij de nalatenschappen waarbij zijn betrokken minderjarigen, zwakke wezens die door de wet zijn beschermd. Zouden de meerderjarigen zich daarbij zoo slecht bevinden ? » Niets afdoende kan daartegen worden ingebracht. Zijn, in beide gevallen, de innige smarten niet even eerbiedwaardig en kunnen zij niet in beide gevallen even geëerbiedigd worden ?

Wat aangaat de waarborgen tegen onkieschheid en misbruiken, wil de heer Van den Bossche, evenals de heer Nyssens, dat de verzegeling uitsluitend aan den vrederechter worde toevertrouwd.

De vergelijkende wetgeving levert ons voorbeelden van dezelfde fiskale maatregelen als die welke wordt voorgesteld. Zoo luidt de wet in het kanton Waadland en het blijkt geenszins dat de rust der familiën er gestoord is. Wij beperken daarenboven de toepassing van die bepaling tot de nalatenschappen in de zijliniën.

Verplichtingen van de bewaarnemers. — In het verslag van den heer Doumer over de fiskale regelen geldende voor de nalatenschappen (10 November 1894) komt eene soortgelijke bepaling voor met deze toelichting : « die bepaling, ontleend aan het ontwerp der heeren Burdeau en Poincaré werd opgenomen in al de wetsontwerpen op de overgangsrechten sedert 1888 door de Regeering ingediend ». De doelmatigheid daarvan is gewettigd door het voorbeeld van Engeland.

Moet men den eed opnieuw invoeren? — In de toelichting van ons wetsvoorstel van 1900, vroegen wij, dat de eed opnieuw zou worden ingevoerd en hieromtrent drukten wij ons uit als volgt : « Men heeft niet genoeg in aanmerking genomen dat, alhoewel de afschaffing van den eed in 1830 algemeen werd gevraagd, de Staatsmannen het weldra betreurden. Reeds op 8 December 1843, aarzelde de heer Osy niet te zeggen : « Nu een gedeelte van de vermogens is samengesteld uit openbare fondsen aan toonder, komen die nagenoeg nooit voor in de inventarissen en worden daarvoor geen successierechten betaald: er moet nochtans een middel gevonden worden om ze te treffen; en ik ken er geen ander dan den eed, dien men veel te lichtzinnig heeft afgeschaft in de eerste dagen der Omwenteling. »

De eed is een plechtig beroep op het geweten; verre van het geweten te verlagen, verheft hij het; het is onmogelijk, die zedelijke beteekenis van den eed te ontkennen.

Eene van de oorzaken, en wel de ergste volgens beruchte Staatsmannen van 1851, van de verbittering tegen den verplichten eed, is dat hij niet *beslissend* was. Na beroep te hebben gedaan op het geweten, stelde men tegen dezès getuigenis de beleedigende maatregelen van den fiscus. Dien aard mag de eed niet hebben en heeft hij werkelijk niet. De eed moet beslissend zijn en het geweten, waarop men beroep doet, moet uitspraak doen zonder beroep.

Men heeft hier den tekst van het ontwerp van 1848 aangenomen. Zonder den grond van het voorstel te veranderen, kan men het vervangen door de bepaling, in 1851 door Frère-Orban voorgesteld : « De eed kan opgelegd worden aan de aangevende partijen in de volgende bewoordingen : dat zij oprecht en in geweten gelooven, dat al de goederen der nalatenschap, buiten de aangewezen onroerende goederen en schuldverderingen, vermeld worden in hunne aangifte; dat zij geen schuld hoegenaamd hebben aangegeven, welke als zoodanig niet ten laste van de erfenis valt, en dat zij naar hunne echte waarde geschat hebben wat zij bezitten in het buitenland, alsmede de roerende goederen waarvan de schatting, overgelaten aan de aangevende partijen, niet te betwisten is door eene ambtelijke schatting. » Voor de eedaflegging stelde Frère de volgende vormvereischen voor : « Daartoe worden de partijen aangemaand om zich binnen een termijn van ten minste twintig dagen aan te bieden voor de rechtbank van eersten aanleg hunner woonplaats. De eed zal beslissend zijn : de wijziging die later zou gebracht worden in de aangifte, betreffende de voor-

werpen begrepen in de formule van den eed, zal tot geene vervolging hoegenaamd aanleiding geven. Wordt de eed niet afgelegd binnen het gestelde tijdsverloop, dan is elke aangevende partij strafbaar met eene boete van 50 frank voor elke week vertraging. »

Men vergeet niet dat, zoo het opnieuw invoeren van den aldus luidenden eed werd verworpen in 1831, het slechts was met 59 stemmen tegen 39.

Dat vraagstuk van den eed moet men kunnen koelbloedig onderzoeken. Wanneer men zegt dat het eene belasting op het geweten is, dan gaat men verder dan wat men dient vast te stellen. Immers, de eed zal enkel een deel van hen, die nog valsche aangiften doen, overhalen tot nauwkeurige aangiften; doch zij, die achten dat men eene onzedelijke en onrechtvaardige daad pleegt wanneer men den Staat bedriegt, wachten reeds nu naar geen verplichten eed en doen nauwkeurige aangiften. Daaruit volgt dat de reden ingeroepen tegen den eed, de aangifte zelve treft: om logisch te zijn moet men den ganschen samenhang der wetten van 27 December 1817 en van 22 December 1831, die berusten op de verplichte aangifte, doen vervallen; immers, zij doen de belasting op het geweten betalen door al de openhartige aangevers. Reeds onder de bestaande wet, zooals Verhaegen het heette, wordt de eerlijkheid belast en de kwade trouw ontlast.

Wat kan het gevolg zijn van den beslissenden eed? Den betrekkelijken last, dien de eerlijke lieden nu reeds ten onrechte dragen, te verminderen. Wij weten hoe zwaar die last nagenoeg weegt. Om het te bepalen, is het voldoende de opbrengsten van die belasting vóór 1830 en onmiddellijk na 1830 te vergelijken. De eenige ingevoerde nieuwigheid was de afschaffing van den eed. Hierboven werd vastgesteld dat, waren de verhoudingen der roerende goederen in 1840 dezelfde gebleven als die in 1829, men de aangiften had moeten verhoogen met 10,000,000 frank, wat gelijkstaat met 25 t. h. van de werkelijke aangiften en bewees hoe doelmatig de eed was.

Door den eed wordt bijgevolg de omvang van het bedrog beperkt; de waarborgen der rechtvaardigheid worden daardoor vermeerderd en de offers, ten laste van de goede trouw, vermindert.

De belastingschuldigen zouden als in drie groepen verdeeld zijn: zij die noch valsche aangifte, noch valschen eed doen; zij die gemakkelijker eene valsche aangifte doen dan een valschen eed; zij die beide doen. De verbetering van de zeden en van de openbare meening zal het getal dezer laatsten verminderen. De wet, welke de eerste groep er toe brengt te voldoen aan de eischen van den fiscus, mag de straffeloosheid of de winstgevende gerustheid van het geweten niet verschaffen aan de twee overige groepen.

Niet lichtziinnig doet men beroep op een middel van bewijs zooals den eed, wanneer men daarop beroep doet om de onrechtvaardigheid te voorkomen en de voortdurende voortzetting van het bedrog te verhinderen. De eed, verre van de ongelijkheid tegenover den fiscus te doen toenemen, zooals Dedecker het dacht, vermindert blijkbaar de bestaande ongelijkheid

in gelijke mate als hij de gewetens overtuigt; en, zoo men met het Voorloopig Bewind, dat den eed in 1830 afschafte, zeggen mag dat de eed de burgers tusschen hun belang en hun geweten plaatst, dan ook is het onbetwistbaar dat de eed tal van gewetens doet zegevieren op het belang. De balans helt over naar de rechtvaardigheid en de zedelijkheid en de meest afdoende bewijsvoering is hier nogmaals ontleend aan de achtereenvolgende belastingwetten door de eeuwen heen. Wat de belastingen op het inkomen en het vermogen betreft, leert ons de geschiedenis, dat de aanslag naar vermoedens wordt vervangen door den aanslag naar de aangifte van den belastingsschuldige, en dat, in de plaats van de vrije aangifte, wordt gesteld de verplichte aangifte.

Buiten het voorbeeld van de *income tax*, heeft de *Einkommensteuer* in Pruisen en in Saksen, na de wetgevende en financieele hervormingen van 1891 en van 1894, het doortastend bewijs geleverd van de doelmatigheid van een meer rechtstreeksch beroep op het geweten. »

Al die redenen behouden, mijns inziens, nog altijd dezelfde kracht, en nochtans wijs ik in dit voorstel niet alleen den eed af, maar elke bijzonder plechtige formule van bevestiging, elke strafbepaling : ik wend uitsluitend de louter uiterlijk vatbare middelen van bewijs en van contrôle aan, en eenieders geweten laat ik zich normaal uiten en zijne innerlijke zuivering bewerken. Ik meen dat de vergelijkende wetgeving ons genoeg doelmatige middelen levert om tot de waarheid te komen, zonder nog meer gewetensbezwaren tusschen belang en plicht uit te lokken : daardoor zelf zal de zedelijke verbetering gemakkelijker worden.

Waarden bestaande in het buitenland. — Hierboven werd vastgesteld dat het bedrag der Belgische kapitalen in het buitenland mocht geschat worden op 2,700 millioen frank. Nalatenschappen, in België opengevallen, en door de Belgische wet beheerscht, kunnen Staatsfondsen, aandeelen, obligatiën, interestaandeelen, schuldvordering bevatten, welke in het buitenland in bewaring zijn gegeven of bestaan, en bevatten die wellicht steeds meer. Er zijn volstrekt maatregelen noodig om het innen van de rechten op die roerende waarden te verzekeren.

Sommige bepalingen, ontleend aan ontwerpen in Frankrijk, wijzigen de burgerlijke wet en doen de overmaking van soortgelijke waarden afhangen van het in bezit treden ervan. Deze maatregel zal de voor den fiscus nadeelige gevolgen van het uitwijken der Belgische kapitalen voorkomen.

De rechtvaardiging daarvan en nagenoeg dezelfde tekst komen voor in het wetsontwerp, in Frankrijk op 12 Maart 1908 ingediend door den Minister van Financiën. Het geldt eigenlijk het aannemen, in Frankrijk en in België, van een beginsel, dat reeds in Engeland wordt toegepast en het innen van de successierechten in dat land zoo gemakkelijk maakt ⁽¹⁾.

(1) Zie het boek van Van den Bossche, bl. 8 en volg., alsmede het verslag van den heer Javal over een wetsvoorstel van belasting op het verrijken. (Kamer der Afgevaardigden, zittingsjaar 1912, n° 2146.)

Dat is de reeks wetsbepalingen bestemd om de belasting op de nalatenschappen zoo rechtvaardig te maken als noodig is om schreeuwende ongelijkheden, alsmede om bedriegerijen, die gelden als eene bestendige krenking van het geweten van het volk, te doen ophouden. Men zal vaststellen dat, alhoewel wij er om bekommerd waren nieuwe geldmiddelen in 't leven te roepen, wij den weg der hervorming slechts met omzichtigheid en uiterste gematigheid zijn ingeslagen.

H. DENIS.

Proposition de loi apportant des modifications aux lois du 27 décembre 1817, du 17 décembre 1851 sur les successions et du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement.

I. — Enregistrement.

ARTICLE PREMIER.

Les dons manuels sont soumis aux mêmes droits que les donations authentiques; ces droits seront perçus sur une déclaration écrite sur papier libre remise par les donataires.

ART. 2.

Les droits sur les donations sont fixés au même taux pour les meubles et pour les immeubles. Les distinctions établies par la loi sur le droit de succession quant au degré de parenté sont applicables au droit d'enregistrement. Le taux des droits est fixé par l'article 6 ci-après.

ART. 3.

La base du droit de donation est fixée par les lois existantes. Toutefois les dettes et charges seront déduites à la condition d'en justifier comme en matière de succession.

Wetsvoorstel waarbij wijzigingen worden gebracht in de wetten van 27 December 1817, van 17 December 1851 op de nalatenschappen en van 22 Frimaire jaar VII op de registratie.

I. — Registratie.

ARTIKEL 1.

Giften van hand tot hand zijn aan dezelfde rechten onderworpen als schenkingen bij authentieke akte; deze rechten worden geheven op eene aangifte, geschreven op ongezegeld papier, door de begiftigden afgegeven.

ART. 2.

De rechten op schenkingen zijn van gelijk bedrag voor de roerende en voor de onroerende goederen. Het onderscheid, ingevoerd door de wet op het recht van successie wat betreft den graad van bloedverwantschap, is van toepassing op het recht van registratie. Het bedrag der rechten wordt bij het hiernavolgend artikel 6 vastgesteld.

ART. 3.

De grondslag van het recht van schenking wordt bij de bestaande wetten vastgesteld. Echter worden de schulden en de lasten afgetrokken, mits het bewijs daarvan wordt ingebracht zooals in zake van nalatenschap.

II. — Successions.

ART. 4.

Le droit de mutation établi pour les héritiers en ligne directe est remplacé par un droit de succession se percevant sur les mêmes bases qu'en ligne collatérale.

ART. 5.

Le droit perçu à raison de l'usufruit sera de la moitié du droit fixé pour la pleine propriété dans le cas où l'usufruitier a dix années de vie probable d'après l'échelle de l'article 11, lettre E, de la loi du 27 décembre 1817. Ce droit sera diminué de $\frac{1}{10}$ si l'usufruitier n'a que neuf années de vie probable et ainsi de suite.

ART. 6.

Le droit actuel de 1.40 % est réduit à 1.20 %.

Le droit actuel de 5.50 % est réduit à 4.50 %.

Le droit actuel de 6.80 % est réduit à 6.60 %.

Le droit actuel de 8.20 % est maintenu pour les biens échus à des neveux ou nièces, à des oncles ou des tantes.

Ce droit est porté à 9 % pour des biens échus à de grands oncles, grandes tantes, petits neveux, petites nièces.

Le droit actuel de 13.80 % est porté à 15 % pour les personnes qui n'ont avec le défunt aucun lien de parenté, ou qui sont parentes au delà du degré successible.

Les droits sont fixés, ainsi qu'il vient d'être dit, à 1.20 %, 4.50 %, 6.60 %.

II. — Nalatenschappen.

ART. 4.

Het overgangsrecht, gesteld voor de erfgenamen in de rechte linie, wordt vervangen door een recht van successie, naar dezelfde grondslagen als voor de zijlinie geheven.

ART. 5.

Het recht, geheven voor het vruchtgebruik, bedraagt de helft van het recht bepaald voor den vollen eigendom; wanneer, volgens de schaal waarvan sprake is in artikel 11, littera E, der wet van 27 December 1817, de vruchtgebruiker, naar alle waarschijnlijkheid, nog tien jaren zal leven. Dit recht wordt met $\frac{1}{10}$ verminderd, wanneer de vruchtgebruiker, naar alle waarschijnlijkheid, nog negen jaren zal leven, en zoo verder.

ART. 6.

Het thans bestaande recht van 1.40 t. h. wordt verminderd tot 1.20 t. h.

Het thans bestaande recht van 5.50 t. h. wordt verminderd tot 4.50 t. h.

Het thans bestaande recht van 6.80 t. h. wordt verminderd tot 6.60 t. h.

Het thans bestaande recht van 8.20 t. h. wordt behouden voor de goederen ten deel gevallen aan neven of nichten, ooms of mocien.

Dit recht wordt gebracht tot op 9 t. h. voor de goederen ten deel gevallen aan oudooms, oudmoeien, achterneven, achternichten.

Het thans bestaande recht van 13.80 t. h. wordt gebracht tot op 15 t. h. voor de personen die aan den overledene niet zijn vermaagschapt of die geen erfge-rechtigde bloedverwanten zijn.

De rechten worden, zooals hierboven is gezegd, bepaald op 1.20 t. h., 4.50

8.20 %, 9 %, 13.80 % et 15 % sur les premiers 10,000 francs acquis par chaque héritier ou légataire.

Ils sont majorés de 5 % sur les 40,000 francs suivants.

Ils sont majorés de 10 % sur les 50,000 francs suivants.

Ils sont majorés de 20 % sur les 200,000 francs suivants.

Ils sont majorés de 30 % sur les 500,000 francs suivants.

Ils sont majorés de 40 % sur les 1,000,000 de francs suivants.

Ils sont majorés de 50 % sur le surplus.

En conséquence, les droits sont perçus conformément au tableau ci-après :

HÉRITIERS.	BASES					
	SUR LES ACCROISSEMENTS SUCCESSIFS JUSQUE					
	sur les premiers 10,000 fr.	40,000 fr. en plus de ce qui précède.	50,000 fr. en plus de ce qui précède.	200,000 fr. en plus de ce qui précède.	500,000 fr. en plus de ce qui précède.	1 million en plus de ce qui précède.
Ligne directe	1 20 %	1 26 %	1 32 %	1 44 %	1 56 %	1 68 %
Entre époux sans en- tants	4 50	4 72	4 95	5 40	6 85	6 75
Frères et sœurs	6 60	6 83	7 26	7 92	8 85	9 90
Oncles, tantes, neveux, nièces	8 20	8 61	9 02	9 84	10 66	12 30
Grands-oncles, grandes- tantes, petits-neveux, petites-nièces	9 "	9 45	9 00	10 80	14 70	13 30
Autres parents	13 80	14 49	15 18	16 36	17 94	20 70
Non parents	15 "	15 75	16 50	18 "	19 50	22 10

t. h., 6.60 t. h., 8.20 t. h., 9 t. h., 13.80 t. h., 15 t. h. op de eerste 10,000 frank, door elken erfgenaam of begiftigde verkregen.

Zij worden verhoogd met 5 t. h. op de verdere 40,000 frank.

Zij worden verhoogd met 10 t. h. op de verdere 50,000 frank.

Zij worden verhoogd met 20 t. h. op de verdere 200,000 frank.

Zij worden verhoogd met 30 t. h. op de verdere 500,000 frank.

Zij worden verhoogd met 40 t. h. op de verdere 1,000,000 frank.

Zij worden verhoogd met 50 t. h. op het meerdere.

Bijgevolg worden de rechten geheven overeenkomstig de volgende tabel :

ERFGENAAM.	GRONDSLAGEN					
	OP DE ERFVERMEERDENINGEN TOT					
	op de eerste 10,000 fr.	40,000 fr. boven het voorgaande	50,000 fr. boven het voorgaande	200,000 fr. boven het voorgaande	500,000 fr. boven het voorgaande	1 miljoen boven het voorgaande
Rechte linie	1 20 t. h.	1 26 t. h.	1 32 t. h.	1 44 t. h.	1 56 t. h.	1 68 t. h.
Onder kinderen zoon- der kinderen	4 30	4 72	4 95	5 40	6 85	6 75
Broeders en zusters	6 60	6 83	7 26	7 92	8 85	9 90
Ooms, moeders, neven, nieven	8 20	8 60	9 02	9 84	10 66	12 30
Oudooms, oudmoeders, achtern, achter- neven	9 "	9 45	9 00	10 80	14 70	13 30
Andere bloedverwanten	13 80	14 49	15 18	16 36	17 94	20 70
Niet-bloedverwanten	15 "	15 75	16 50	18 "	19 50	22 10

ART. 7.

Il ne sera perçu aucun droit si l'actif net de la succession n'atteint pas 1,000 francs en ligne collatérale, si la part de chaque héritier n'atteint pas 2,000 francs en ligne directe. Le droit de 1.20 %, fixé par l'article 6, sera réduit de moitié sur l'émolument de tout héritier qui n'atteindrait pas 4,000 francs.

ART. 8.

Sont considérés comme legs, les dons manuels faits par le défunt, à moins qu'ils n'aient été déclarés conformément à l'article 1^{er}.

ART. 9.

Lorsqu'une succession s'est ouverte en ligne collatérale, l'Etat a le droit de requérir l'apposition des scellés. Elle sera faite par le juge de paix ou son suppléant.

Les papiers et documents propres à établir l'avoir du défunt seront seuls placés sous scellés. En cas de contestation, ces papiers seront placés sous enveloppe cachetée et adressés au président du tribunal, qui statuera en dernier ressort aux jour et heure à fixer par lui, après avoir entendu l'administration des Finances et les intéressés, convoqués par lettre recommandée.

ART. 10.

Les déclarations devront être rédigées sur papier timbré au taux de fr. 0.25 la feuille, mais de la dimension du timbre actuel de fr. 1.70. Ce papier sera débité ligné et marginé. Il ne pourra être écrit

ART. 7.

Er wordt geen recht geheven, indien het zuiver actief der nalatenschap 1,000 frank niet bereikt in de zijlinie, indien het deel van elken erfgenaam 2,000 frank niet bereikt in de rechte linie. Het recht van 1.20 t. h., bij artikel 6 bepaald, wordt met de helft verminderd op het aandeel van elken erfgenaam, dat 4,000 frank niet zou bereiken.

ART. 8.

Als erfmaking worden beschouwd de giften van hand tot hand, door den overledene gedaan, tenzij die zijn aangegeven overeenkomstig artikel 1.

ART. 9.

Wanneer eene nalatenschap in de zijlinie openvalt, heeft de Staat het recht de verzegeling te vragen. Daartoe wordt overgegaan door den vrederechter of zijn plaatsvervanger.

Alleen de papieren en bescheiden, van aard om het vermogen van den overledene vast te stellen, mogen verzegeld worden. Ingeval van betwisting, worden die papieren onder verzegelden omslag geplaatst en gezonden aan den voorzitter der rechtbank; deze doet, op den dag en het uur, door hem te bepalen, en gehoord het bestuur van Financiën en de belanghebbenden, bij aangeteekenden brief oproepen, uitspraak in laatsten aanleg.

ART. 10.

De aangiften moeten zijn geschreven op gezegeld papier, tegen fr. 0.25 per blad, doch met het formaat van den huidige zegel van fr. 1.70. Dit papier wordt verkocht gelijnd en gerand.

ni entre les lignes ni en marge. Les renvois seront reportés à la fin.

La rédaction des déclarations est réservée aux notaires et fonctionnaires de l'Enregistrement. Un arrêté royal fixera leur rémunération.

La déclaration se terminera par une mention spéciale portant :

« Les déclarants affirment qu'il n'est pas à leur connaissance qu'aucun bien dépendant de l'héritage ait été volontairement omis, qu'aucune des dettes déclarées ne soit pas réellement à la charge du défunt pour la somme portée ci-dessus. »

ART. 11.

Si les parties n'ont pas signé personnellement la déclaration, elles enverront, dans le mois du dépôt, au receveur compétent, une déclaration signée d'elles, portant qu'elles ont pris connaissance du document déposé en leur nom, et se terminant par la mention portée en l'article précédent.

ART. 12.

L'article 24 de la loi du 17 décembre 1851 s'applique à tous héritiers dans une succession comprenant des valeurs mobilières.

La dernière phrase du deuxième alinéa du dit article est remplacée par celle-ci :

« Il ne pourra être procédé à la levée des scellés et aucun officier public ne pourra vendre les biens de la succession ni dresser aucun acte destiné à mettre les héritiers en leur possession avant la

Er mag niet worden geschreven tussen de lijnen of op den rand. Verwijzingen moeten onder aan den voet gedaan worden.

Het opstellen van de aangiften mag alleen worden gedaan door notarissen en door ambtenaren der registratie. Hun loon wordt bij koninklijk besluit vastgesteld.

De aangifte wordt besloten door eene bijzondere vermelding, aldus luidende :

« De aangevers bevestigen dat, naar hun weten, niet één goed, van de nalatenschap afhange, met opzet werd weggelaten, dat al de aangegeven schulden werkelijk ten laste van den overledene komen voor de hierboven uitgetrokken som. »

ART. 11.

Hebben partijen de aangifte niet persoonlijk onderteekend, dan sturen zij, binnen eene maand na de neerlegging, aan den betrokken ontvanger, eene door haar onderteekende aangifte, zeggende dat zij kennis hebben genomen van het uit haren naam neergelegde stuk, en eindigende met de vermelding voorkomende in het vorig artikel.

ART. 12.

Artikel 24 der wet van 17 December 1851 is van toepassing op al de erfgenamen in eene nalatenschap bevattende roerende waarden.

De laatste zin van het 2^{de} lid van genoemd artikel wordt vervangen door den volgende zin :

« Tot de ontzegeling mag niet worden overgegaan en geen enkel openbaar ambtenaar mag de goederen der nalatenschap verkoopen of eenige akte opmaken met het doel de erfgenamen in het

délivrance d'un certificat du préposé, constatant que les héritiers se sont conformés à la loi, à peine d'être personnellement tenus des droits irrécouvrables et des frais faits. »

ART. 13.

Les sociétés anonymes ou en commandite, belges ou étrangères, ou leurs succursales et toutes personnes civiles ou physiques, dépositaires des fonds, titres, actions, obligations, espèces et valeurs appartenant à une personne décédée, ne pourront s'en dessaisir en mains des héritiers ou légataires, qu'à l'intervention et avec le concours du receveur des droits de succession compétent, et après que, contradictoirement avec celui-ci, inventaire en aura été dressé, et qu'ensuite de cet inventaire les droits auront été payés ou qu'il aura été donné des garanties suffisantes, le tout à peine par les dépositaires d'être tenus solidairement au paiement des droits et amendes.

Les comptes collectifs ou indivis avec solidarité seront réputés appartenir au défunt pour une part virile.

ART. 14.

Lorsque le défunt avait, seul ou avec d'autres, un coffre-fort hors de chez lui, celui-ci ne pourra plus être ouvert avant une ordonnance sur requête rendue par le juge de paix, les droits de tout mandataire ou cooccupant étant suspendus par le décès.

bezit daarvan te stellen, zoolang de aangestelde ambtenaar niet heeft afgegeven een bewijsschrift waarnit blijkt, dat de erfgenamen de voorschriften der wet hebben nageleefd, dit alles op straffe persoonlijk aansprakelijk te zijn voor de oninbare rechten en de gedane kosten. »

ART. 13.

De naamlooze vennootschappen of de vennootschappen bij wijze van geldschieting, Belgische of vreemde, of hare bijkantoren, en alle rechtspersonen of werkelijke personen, die in 't bezit zijn van fondsen, titels, aandeelen, obligatiën, speciën en waarden toebehoorende aan een overledene, mogen die niet afgeven in handen van de erfgenamen of begiftigden, tenzij door bemiddeling en met medewerking van den betrokken ontvanger der successierechten en nadat, deze er bij zijnde, inventaris daarvan werd opgemaakt en dat, ingevolge dezen inventaris, de rechten werden betaald of eene voldoende zekerheid werd gesteld, dit alles op straffe, voor de inbewaringhouders, hoofdelijk aansprakelijk te worden verklaard voor de betaling van de rechten en boeten.

Gemeenschappelijke of onverdeelde rekeningen, met hoofdelijke aansprakelijkheid, worden geacht den overledene toe te behooren voor een mansdeel.

ART. 14.

Bezat de overledene, alleen of met anderen, eene brandkast buiten zijne woning, dan mag deze brandkast niet meer worden geopend voordat een bevel op verzoekschrift door den vrederechter werd verleend, de rechten van elken gemachtigde of medegebruiker geschorst zijnde door het overlijden.

L'ordonnance du juge ne sera rendue qu'après avoir entendu le receveur des successions, lequel pourra prendre toutes mesures conservatoires.

ART. 15.

Dans tous les cas où une succession, régie par la loi belge, comprend des valeurs mobilières, de quelque nature que ce soit, déposées ou existant à l'étranger, toute vocation héréditaire et tous droits aux legs et aux donations de biens à venir sont suspendus, jusqu'à l'envoi en possession qui en sera fait aux héritiers donataires ou légataires en conformité de l'article suivant.

ART. 16.

Cet envoi en possession sera prononcé sur requête présentée au président du tribunal compétent. Elle sera spéciale et ne s'appliquera qu'aux biens énumérés dans la requête. Celle-ci sera rédigée sur papier libre et enregistrée gratis.

L'ordonnance ne sera rendue que s'il est joint à la requête une déclaration du receveur de succession constatant que les droits dus ont été acquittés, ou qu'il en a été donné des sûretés suffisantes.

ART. 17.

La succession demeurera vacante en ce qui concerne les biens visés à l'article 15 jusqu'à l'envoi en possession prévu par l'article qui précède.

ART. 18.

Les débiteurs, détenteurs ou dépositaires, à quelque titre que ce soit et même par mandat de justice, des valeurs

Het bevel van den rechter wordt eerst verleend nadat de ontvanger der successierechten werd gehoord; de ontvanger mag alle vrijwarende maatregelen nemen.

ART. 15.

In alle gevallen waar eene nalatenschap, door de Belgische wet beheerscht, roerende waarden bevat van welken aard ook, neergelegd of bestaande in den vreemde, wordt elk bij nalatenschap verleend recht en worden alle rechten op legaten en schenkingen van toekomstige goederen geschorst tot de inbezitstelling daarvan ten voordeele van de schenking ontvangende of begiftigde erfgenamen, overeenkomstig het volgend artikel.

ART. 16.

Die inbezitstelling wordt uitgesproken op verzoekschrift, den voorzitter der bevoegde rechtbank aangeboden. Ze zal speciaal en alleen van toepassing zijn op de goederen vermeld in het verzoekschrift. Dit verzoekschrift wordt gesteld op ongezegeld papier en is vrij van registratierecht.

Het bevel wordt eerst verleend, wanneer bij het verzoekschrift is gevoegd eene verklaring van den ontvanger der successierechten, vaststellende dat de verschuldigde rechten werden betaald of dat daarvoor voldoende zekerheid werd gesteld.

ART. 17.

De nalatenschap blijft, wat betreft de in artikel 15 bedoelde goederen, openstaan tot de inbezitstelling waarvan sprake is in het vorig artikel.

ART. 18.

Zij die, uit welken hoofde ook en zelfs bij rechterlijk bevel, verschuldigd zijn, bezitten of in bewaring hebben erfwaar-

successorales dont ces biens se composent, ne pourront en faire la remise aux héritiers, légataires ou donataires, soit directement ou indirectement, qu'après que l'envoi en possession aura fait cesser la vacance de la succession en ce qui les concerne.

ART. 19.

La vocation héréditaire et tout droit aux biens hérités, donnés ou légués, demeurés vacants, seront prescrits par trente ans à dater de l'ouverture de la succession.

ART. 20.

Les quotités de droits fixées ci-avant subiront une nouvelle majoration de 10 % par année entière de préjudice pour ce qui sera perçu sur toute somme fraudée.

ART. 21.

L'article 26, 1^o, de la loi du 27 décembre 1817 est remplacé par la disposition suivante :

« A défaut de déclaration ou en cas d'omission de biens, il y aura prescription pour la demande du droit et des amendes après un délai de cinq ans.

» Le point de départ de ce délai est fixé au jour du dépôt, ou de la présentation à la formalité de l'enregistrement, d'un acte ou autre document qui révèle à l'administration la cause de l'exigibilité du droit, ou de l'amende d'une manière suffisante pour exclure la nécessité de toute recherche ultérieure. »

den, bedoelde goederen uitmakende, mogen deze aan de erfgenamen, begiftigden of schenking ontvangenden eerst afgeven, hetzij rechtstreeks of middellijk, wanneer, tengevolge van de inbezitstelling, de erfenis niet langer openstaat, wat hen betreft.

ART. 19.

Het bij nalatenschap verleend recht en elk recht op geërfde, gegeven of geschonken goederen, door niemand geëischt, verjaren door verloop van dertig jaren te rekenen van de opening der nalatenschap.

ART. 20.

Het bedrag van de hierboven vastgestelde rechten is onderhevig aan eene nieuwe verhooging van 10 t. h. per volle jaar wegens verlies voor hetgeen wordt geheven op elke ontdoken som.

ART. 21.

Artikel 26, 1^o, der wet van 27 December 1817 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Bij ontstentenis van aangifte of wanneer werd verzuimd goederen aan te geven, verjaart de opeischung van het recht en van de boeten door verloop van vijf jaren.

» Als uitgangspunt van dezen termijn wordt genomen de dag der nederlegging of der aanbieding voor de formaliteit der registratie, van eene akte of van eenig ander stuk waaruit het bestuur de oorzaak der invorderbaarheid van het recht of van de boete genoegzaam kan afleiden, zoodat elk verder onderzoek nutteloos kan worden geacht. »

H. DENIS.

E. ROYER.

ÉMILE VANDERVELDE.